



rapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 23rd, 1950

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
6439-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
26439-1-52

Lettres patentes

Arena LaSarre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juillet 1950, constituant en corporation: Emilien Pronovost, Adélar Cousineau, marchands, Aristide Boisvert, industriel, Paul Bélanger, Maurice Laliberté, agents, Vienny Drapeau, comptable, Paulin Bordeleau, garagiste, Philippe Poulin, Léonidas Boisvert, commerçants, Jos. Masson, employé civil, Alexandre Lorrain, ingénieur, Alexandre Roberge, manufacturier, tous de La Sarre, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Construire un aréna et en faire l'exploitation sous le nom de "Arena LaSarre Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C. E. CANTIN.

Letters Patent

Arena LaSarre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1950, incorporating: Emilien Pronovost, Adélar Cousineau, merchants, Aristide Boisvert, industrialist, Paul Bélanger, Maurice Laliberté, agents, Vienny Drapeau, accountant, Paulin Bordeleau, garage-keeper, Philippe Poulin, Léonidas Boisvert, traders, Jos. Masson, civil servant, Alexandre Lorrain, engineer, Alexandre Roberge, manufacturer, all of LaSarre, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To build an arena and operate the same, under the name of "Arena LaSarre Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at LaSarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July, 1950.

C. E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Arena Shawinigan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1950, constituant en corporation: Robert Hébert, entrepreneur, Théodore Carrier, industriel, Roger Carrier, R.-Théo. Racette, gérants, Albert Racine, hôtelier, L.-Philippe Carrier, courtier et Phil. Levasseur, nettoyeur, tous de Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer toutes industries se rapportant à l'amusement et à la récréation du public, sauf celles qui comprennent les jeux de hasard, les jeux à l'argent ou les jeux mixtes de hasard ou d'habileté, sous le nom de "Arena Shawinigan Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Arena Shawinigan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1950, incorporating: Robert Hébert, contractor, Théodore Carrier, industrialist, Roger Carrier, R.-Théo. Racette, managers, Albert Racine, hotel keeper, L.-Philippe Carrier, broker, and Phil. Levasseur, cleaner, all of Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on all industries connected with public amusement and recreation, with the exception of those consisting in games of chance, gambling or games of chance and skill mixed, under the name of "Arena Shawinigan Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Ayr Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juillet 1950, constituant en corporation: Maurice Mercier, avocat, Louise Héon et Carmen Geoffroy, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir et exercer le commerce comme entrepreneurs généraux ou sous-entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Ayr Construction Company Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Ayr Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1950, incorporating: Maurice Mercier, advocate, Louise Héon and Carmen Geoffroy, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act and carry on business as general contractors or sub-contractors and builders, under the name of "Ayr Construction Company Limited".

The amount of the capital stock of the company will be divided into 200 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will begin its operations will be of \$1,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

**Belmont Mining and Exploration Company, Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1950, constituant en corporation: Paul Ranger, procureur, d'Outremont, J. Jacques Beauchemin, procureur, de Westmount et Maurice Bériault, procureur, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou

**Belmont Mining and Exploration Company, Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1950, incorporating: Paul Ranger, barrister, of Outremont, J.-Jacques Beauchemin, barrister, of Westmount, and Maurice Bériault, barrister, of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose

autrement en disposer, sous le nom de "Belmont Mining and Exploration Company, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

thereof, under the name of "Belmont Mining and Exploration Company Limited" with a capital stock of \$3,000,000. divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

Bouchard Limitée Ste Anne des Monts

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juillet 1950, constituant en corporation: Léon Bouchard, négociant, Claude Bouchard négociant et Bertrand Tremblay, avocat, tous de Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises d'épicerie, de provisions, de confiseries, de matériaux, de marchand de tabac, et aussi de faire des affaires d'entrepôt en ce qui concerne lesdites marchandises, sous le nom de "Bouchard Limitée Ste-Anne des-Monts", avec un capital de \$199,000, divisé en 1490 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Bouchard Limitée Ste Anne des Monts

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1950, incorporating: Léon Bouchard, merchant, Claude Bouchard, merchant, and Bertrand Tremblay, advocate, all of Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To deal in merchandise, groceries, provisions, confectionery, materials, tobacco, and also engage in the storage business as regards the same merchandise, under the name of "Bouchard Limitée Ste Anne des Monts", with a capital stock of \$199,000 divided into 1490 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Brault Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1950, constituant en corporation: Joseph-Alphonse Brault, contracteur, François-Xavier Marcotte, contremaître, et Aimé Chartier, constructeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, agir comme constructeurs et entrepreneurs, et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Brault Construction Ltée", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Brault Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1950, incorporating: Joseph Alphonse Brault, contractor, François-Xavier Marcotte, foreman, and Aimé Chartier, builder, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate business, act as builders and contractors and deal in building materials, under the name of "Brault Construction Ltée", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Clayman & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1950, constituant en corporation: Abraham Clayman, Philip Clayman, Jack Clayman et William Clayman, manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Clayman & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1950, incorporating: Abraham Clayman, Philip Clayman, Jack Clayman, and William Clayman, manufacturers, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et faire le négoce et le commerce de vêtements de toute nature et description, sous le nom de "Clayman & Sons Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Continental Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1950, constituant en corporation: Yves Magnan, Lucien Magnan, gérant et Armand Magnan, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités et exercer l'industrie d'entrepreneur général, sous le nom de "Continental Construction Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Dorval Cleaners and Dyers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1950, constituant en corporation: Jacques Raymond, comptable, de Montréal, Guy Chabot, comptable, d'Outremont, et Guy Martin, comptable, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme teinturiers et nettoyeurs, sous le nom de "Dorval Cleaners and Dyers Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,600 actions privilégiées de \$25 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Externat Classique de Longueuil

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1950, constituant en corporation sans capital-actions: T. Taggart Smyth, de Montréal, banquier, Paul Pratt, industriel, de Longueuil, et Paul Cloutier, industriel, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the business of manufacturing and dealing in and with clothing of every nature and description, under the name of "Clayman & Sons Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 390 preferred shares having a par value of \$100, each, and 1,000 common shares having a par value of \$1, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

Continental Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1950, incorporating: Yves Magnan, Lucien Magnan, managers, and Armand Magnan, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company and real estate agents in all their branches and carry on the trade of general contractor, under the name of "Continental Construction Co. - Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Dorval Cleaners and Dyers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1950, incorporating: Jacques Raymond, accountant, of Montreal, Guy Chabot, accountant, of Outremont, and Guy Martin, accountant, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyers and cleaners, under the name of "Dorval Cleaners and Dyers Limited".

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares without par or nominal value, and 1,600 preferred shares of \$25 each, and the amount with which the company will begin its operations will be \$20,000.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Externat Classique de Longueuil

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: T. Taggart Smyth, of Montreal, banker, Paul Pratt, industrialist, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Fonder, maintenir et administrer en la ville de Jacques-Cartier une institution d'enseignement secondaire communément appelée collège "classique", sous le nom de "Externat Classique de Longueuil".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général le vingt-sept juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

To found, maintain and manage, in the town of Jacques-Cartier, an institution for secondary teaching commonly called "classical" college under the name of "Externat Classique de Longueuil".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$2,000,000.

The head office of the corporation will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Filigrane Speciality Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juillet 1950, constituant en corporation: Giovanni Costanzo, manufacturier, Francesco Costanzo, vendeur, Lucia Costanzo, ménagère, Gina Baldassaro-Costanzo et Clara Costanzo-Fabi, ménagères, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes d'articles de bijouterie, sous le nom de "Filigrane Speciality Co. Limited", avec un capital de \$150,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Filigrane Speciality Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1950, incorporating: Giovanni Costanzo, manufacturer, Francesco Costanzo, salesman, Lucia Costanzo, housewife, Gina Baldassaro-Costanzo and Clara Costanzo-Fabi, housewives, all of Sherbrooke, Judicial District of St. Francis, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in all kinds of jewellery goods, under the name of "Filigrane Speciality Co. Limited", with a capital stock of \$150,000 divided into 10,000 common shares of \$1. each and 1,400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

Frank W. Ramsey & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juillet 1950, constituant en corporation: Léopold Jobin, entrepreneur en construction de Montréal, Frank Ramsey, industriel, de Westmount, et René Duranleau, avocat de l'Île Bizard, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs et le commerce des matériaux de construction, sous le nom de "Frank W. Ramsey & Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 350 actions de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Frank W. Ramsey & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1950, incorporating: Léopold Jobin, building contractor, of Montreal, Frank Ramsey, industrialist, of Westmount, and René Duranleau, advocate, of Ile Bizard, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, and of dealers in building materials, under the name of "Frank W. Ramsey & Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 350 shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Garage La Patrie Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1950, constituant en corporation: Normand St-James, commerçant, Viateur Pépin, commis et Fernande Blanchette St-James, ménagère, tous de La Patrie, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Garage La Patrie Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1950, incorporating: Normand St-James, trader, Viateur Pépin, clerk, and Fernande Blanchette St-James, housewife, all of La Patrie, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce des automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Garage La Patrie Incorporée", avec un capital de \$15,000 divisé en 300 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Patrie, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

To carry on the garage business and deal in automobiles and other vehicles, under the name of "Garage La Patrie Incorporée", with a capital stock of \$15,000 divided into 300 shares of \$50 each.

The head office of the corporation will be at La Patrie, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Gosselin & Dumouchel Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1950, constituant en corporation: J. Sylvio Gosselin, entrepreneur, Hervé Dumouchel, contremaître, Dame Germaine Lafontaine, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J. Sylvio Gosselin, et Dame Jeannette Couture, épouse commune en biens dudit Hervé Dumouchel, tous de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de bois, produits en bois, articles de menuiserie et tous matériaux de construction, ferronnerie, quincaillerie, articles de plomberie, appareils de chauffage, de ventilation, de climatisation et d'éclairage, sous le nom de "Gosselin & Dumouchel Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 1,500 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Gosselin & Dumouchel Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1950, incorporating: J. Sylvio Gosselin, contractor, Hervé Dumouchel, foreman, Dame Germaine Lafontaine, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said J. Sylvio Gosselin, and Dame Jeannette Couture, wife common as to property of said Hervé Dumouchel, all of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in wood, wood products, articles of joinery and all kinds of building materials, ironware, hardware, plumbing supplies, heating systems, ventilation, air-conditioning and lighting systems, under the name of "Gosselin & Dumouchel Limitée", with a capital stock of \$75,000 divided into 1,500 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Salaberry de Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Halifax Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1950, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, Charles Eric Humphrey et Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Halifax Holdings Ltd."

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 5 actions catégorie "A" et 95 actions catégorie "B", toutes sans valeur nominale ou au pair; le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce sera fixé à pas moins que \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Halifax Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1950, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, Charles Eric Humphrey and Guy Ambrose Miller, bookkeepers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Halifax Holdings Ltd."

The authorized capital stock of the company shall consist of 5 Class "A" shares and 95 Class "B" shares, all without nominal or par value: the amount with which the company will carry on business shall be fixed at not less than \$500.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of August, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

Handicraft Exhibits Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux août 1950, constituant en corporation: W. LeM. Owen Carter, avocat; de Sillery,

Handicraft Exhibits Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1950, incorporating: W. LeM. Owen Carter, advocate, of Sillery, Harold H.

Harold H. Lindsay, courtier d'actions de Québec et Léopold E. Dery, photographe, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles fabriqués à la main, en tout ou en partie i.e., objets d'artisanat;

Faire le commerce d'objets antiquité, articles de beaux-arts, meubles, nattes, tapis et carpettes et organiser et tenir des expositions des articles susdits, sous le nom de "Handicraft Exhibits Incorporated", avec un capital de \$5,000 divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Lindsay, stock broker, of Quebec, and Léopold E. Dery, photographer, of Ste-Foy, all in the Judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles made in whole or in part by hand, i.e., handicrafts;

To deal in antiques, fine arts, furniture, mats, rugs and carpets, and to organize and hold exhibitions of the aforesaid articles, under the name of "Handicraft Exhibits Incorporated" with a capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this second day of August 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

H. Levy & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1950, constituant en corporation: Maurice Garfinkle, manufacturier, de Westmount, Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, James Topping et John Di Massino, surintendants, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce ou le commerce de hardes et vêtements de toute sorte et description, sous le nom de "H. Levy & Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1470 rue Peel, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

H. Levy & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1950, incorporating: Maurice Garfinkle, manufacturer, of Westmount, Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, James Topping and John Di Massino, superintendants, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with clothing and garments of every kind and description, under the name of "H. Levy & Co. Ltd.", with a capital of \$100,000 divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each and 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1470 Peel street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
29336-o Acting Deputy Attorney General.

Ideal Electric Welding Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1950, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Milton Lewin Klein, avocat, et Arthur Daniel Ruby, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (S.R.Q., 1941, chapitre 172):

Exercer le commerce comme soudeurs, travailleurs en métaux, machinistes, électriciens, entrepreneurs généraux, manufacturiers et marchands de matériaux de construction et autres, sous le nom de "Ideal Electric Welding Company Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Ideal Electric Welding Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1950, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Milton Lewin Klein, advocate, and Arthur Daniel Ruby, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Electricians and Electrical installations Act (R.S.Q., 1941, Chap. 172):

To carry on the business of welders, metal workers, machinists, electricians, general contractors, manufacturers of and dealers in structural material and other building material, under the name of "Ideal Electric Welding Company Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
29336-o Acting Deputy Attorney General.

J. E. Turgeon & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1950, constituant en corporation: Gustave Turgeon, courtier en assurances, Claude Turgeon, agent d'assurances, et Laurianne Breton, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des Assurances et des règlements faits sous son empire, exercer le courtage et l'agence et toute opération d'assurances de toutes sortes, sous le nom de "J. E. Turgeon & Fils Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

J. E. Turgeon & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1950, incorporating: Gustave Turgeon, insurance broker, Claude Turgeon, insurance agent, and Laurianne Breton, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Insurance Act and the regulations made under its authority, to carry on the insurance brokerage and agency business and any other business connected therewith under the name of "J. E. Turgeon & Fils Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

**Jonquière Transport Limitée
Jonquiere Transport Limited**

**Jonquière Transport Limitée
Jonquiere Transport Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juillet 1950, constituant en corporation: Pépin Desbiens, camionneur, Adrien Desbiens, commis, et Dame Geraldine Harvey, épouse judiciairement séparée de biens de Pépin Desbiens, et dûment autorisée par lui, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de transport et d'entreposage, sous le nom de "Jonquière Transport Limitée" — "Jonquiere Transport Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur la rue Saint-Jacques, en la ville de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1950, incorporating: Pepin Desbiens, truckman, Adrien Desbiens, clerk, and Dame Geraldine Harvey, wife legally separate as to property of Pepin Desbiens, and duly authorized by him, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, or the following purposes:

To carry on a general transportation and storage business, under the name of "Jonquière Transport Limitée" — "Jonquiere Transport Limited", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be on St-Jacques Street, in the town of Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

**La Compagnie Provinciale d'Electro Limitée
Provincial Electro Company Limited**

**La Compagnie Provinciale d'Electro Limitée
Provincial Electro Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1950, constituant en corporation: J.-Emery Phaneuf, C.R., avocat, de Beaconsfield, Alice Proulx, comptable, Paule Lamontagne, secrétaire, Joseph-Horace Durocher, agent d'immeubles et gérant, et Téléphore-Alfred Primeau, évaluateur-expert, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, régleurs, fabricants de papeterie, libraires, éditeurs, photographes, dessinateurs, illustrateurs, décorateurs, peintres, agents d'annonces, distributeurs et afficheurs d'annonces, agents de distributeurs de nouvelles, de renseignements et d'informations, sous le nom de "La Compagnie Provinciale d'Electro-Limitée" — "Provincial Electro Company Limited", avec un capital de \$80,000 divisé en 7,500 actions communes de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1950, incorporating: J. Emery Phaneuf, K.C., advocate, of Beaconsfield, Alice Proulx, accountant, Paule Lamontagne, secretary, Joseph Horace Durocher, real estate agent and manager, and Téléphore Alfred Primeau, expert appraiser, all four of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, rulers, paper manufacturers, stationers, editors, photographers, draughtsmen, illustrators, decorators, painters, advertising agents, distributors and advertising posters, agents for distributors of news, information and communications, under the name of "La Compagnie Provinciale d'Electro Limitée" — "Provincial Electro Company Limited", with a capital stock of \$80,000 divided into 7,500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

La Société St-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield

The St-John the Baptist Society for the Diocese of Valleyfield

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Leblanc, avocat, Roger Simard, courtier en assurances, et Raymond Lecompte, entrepreneur, tous de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Favoriser l'union des canadiens-français, sous le nom de "La Société St-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield" — "The St. John the Baptist Society for the diocese of Valleyfield".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder n'excèdera pas quarante mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Le Club Diamant de St-Jean Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1950, constituant en corporation: Eugène Dulude, commerçant, Jean-Paul Hébert, et Jean-Marie Gamache, opérateurs, de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Promouvoir les relations sociales et amicales entre ses actionnaires, sous le nom de "Le Club Diamant de St-Jean Incorporé", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Les Entreprises Soulanges Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1950, constituant en corporation: Emile Ménard, industriel, de Côteau du Lac, Laurier Léger, greffier, et Albert Farand, régistrateur, tous deux du village de Côteau Landing, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Les Entreprises Soulanges Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côteau Landing, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

La Société St-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield

The St-John the Baptist Society for the Diocese of Valleyfield

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Leblanc, advocate, Roger Simard, insurance broker, and Raymond Lecompte, contractor, all of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To foster union among French-Canadians, under the name of "La Société St-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield" — "The St-John the Baptist Society for the Diocese of Valleyfield".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited shall not exceed forty thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Le Club Diamant de St-Jean Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1950, incorporating: Eugène Dulude, merchant, Jean Paul Hébert, and Jean Marie Gamache, operators, of Saint John's, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To promote social and friendly relations amongst its shareholders, under the name of "Le Club Diamant de St-Jean Incorporé", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Les Entreprises Soulanges Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1950, incorporating: Emile Ménard, industrialist, of Côteau du Lac, Laurier Léger, clerk, and Albert Farand, registrar, both of the village of Côteau Landing, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Les Entreprises Soulanges Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Côteau Landing, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six-juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of July, 1950.

28336 C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Les Liqueurs Douces de Hauterive Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1950, constituant en corporation: Henri Beaupré, avocat, Juliette Carbonneau et Claire Mercier, secrétaires, tous des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de liqueurs douces et de tous les articles et matériaux se rattachant au dit commerce, sous le nom de "Les Liqueurs douces de Hauterive Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Les Liqueurs Douces de Hauterive Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1950, incorporating: Henri Beaupré, advocate, Juliette Carbonneau and Claire Mercier, secretaries, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in soft drinks and in all materials and articles connected with the said business, under the name of "Les Liqueurs Douces de Hauterive Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1950.

28336 C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Les Meubles Lafontaine Inc. Lafontaine Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1950, constituant en corporation: Lionel Baril, industriel, du village de Princeville, Antoni Lafontaine, manufacturier, de Princeville, Wellie Levasseur, entrepreneur, d'Arthabaska, tous du district judiciaire d'Arthabaska, et Roméo Laquerre, marchand général, de Fortierville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles, sous le nom de "Les Meubles Lafontaine Inc." — "Lafontaine Furniture Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Les Meubles Lafontaine Inc. Lafontaine Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1950, incorporating: Lionel Baril, industrialist, of the village of Princeville, Antoni Lafontaine, manufacturer, of Princeville, Wellie Levasseur, contractor, of Arthabaska, all of the judicial district of Arthabaska, and Roméo Laquerre, general merchant, of Fortierville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, under the name of "Les Meubles Lafontaine Inc." — "Lafontaine Furniture Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Princeville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1950.

28336 C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Luigi Spaghetti House Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1950, constituant en corporation: André Vézina, docteur en médecine, Louis Ciarallo, restaurateur, et Guy Girard, notaire, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer le commerce de restaurant, sous le nom de "Luigi Spaghetti House Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Luigi Spaghetti House Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July 1950, incorporating: André Vézina, doctor in medicine, Louis Ciarallo, restaurant keeper, and Guy Girard notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the restaurant business, under the name of "Luigi Spaghetti House Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1950.

28336 C.-E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Monette & Fils Transport Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1950, constituant en corporation: Léopold Monette, gérant, Marie-B. Lavoie, secrétaire, et Joseph Duhamel, industriel, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire, dans toutes ses branches, les affaires de transport en général, et d'emmagasinage, sous le nom de "Monette & Fils Transport Incorporée", avec un capital de \$75,000 divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Plancher Beauceville Flooring Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1950, constituant en corporation: Dominique Poulin, industriel, Dame Marie-Rose Poulin Poulin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Dominique Poulin et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Beauceville, district judiciaire de Beauce, et Edgar-Ludger Boulet, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du bois et de tous matériaux de construction, sous le nom de "Plancher Beauceville Flooring Inc.", avec un capital de \$49,900 divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Prospect Shoes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit juillet 1950, constituant en corporation: Max Wilhelm Rothschild, manufacturier, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat et Ruth Wreshner, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de souliers, chaussures, pantoufles et articles en cuir de toutes sortes, sous le nom de "Prospect Shoes Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor Mills, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Monette & Fils Transport Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1950, incorporating: Léopold Monette, manager, Marie B. Lavoie, secretary, and Joseph Duhamel, industrialist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its lines, the business of general transportation and storage, under the name of "Monette & Fils Transport Incorporée", with a capital stock of \$75,000 divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Plancher Beauceville Flooring Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1950, incorporating: Dominique Poulin, industrialist, Dame Marie-Rose Poulin Poulin, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Dominique Poulin, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Beauceville, judicial district of Beauce, and Edgar Ludger Boulet, chartered accountant, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber and in all building materials, under the name of "Plancher Beauceville Flooring Inc.", with a capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauceville, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Prospect Shoes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of July, 1950, incorporating: Max Wilhelm Rothschild, manufacturer, of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, and Ruth Wreshner, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in shoes, footwear, slippers and leather goods of all kinds, under the name of Prospect Shoes Ltd., with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Windsor Mills, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

Monty & Frères Ltée
Monty Bros. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juillet 1950, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méreineau et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le renflouage et le sauvetage, et faire le commerce en général de toutes sortes de véhicules, appareils électriques et instruments aratoires;

Agir comme garagiste, quincailliers, ferblantiers, plombiers et fondeurs; faire le commerce du bois, des matériaux de construction, ainsi que celui de produits alimentaires, sous le nom de "Monty & Frères Ltée" — "Monty Bros. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 850 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Monty & Frères Ltée
Monty Bros. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1950, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méreineau and Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, carry on the wrecking and salvaging business, and deal generally in all kinds of vehicles, electric appliances and farm implements;

To act as garage keepers, hardware dealers, tinsmiths, plumbers and foundrymen; to deal in lumber, building requisites and also food products, under the name of "Monty & Frères Ltée" — "Monty Bros. Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 850 preferred shares of \$100 each, and 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Paul-Emile Parent Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six juillet, 1950, constituant en corporation: Paul-Emile Parent, agent, Edouard Parent, commis, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Jean-Louis Montmigny, gérant, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme représentant de brasseries et fabriques de liqueurs douces, sous le nom de "Paul-Emile Parent Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28236-o C.-E. CANTIN.

Paul-Émile Parent Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of July, 1950, incorporating: Paul-Emile Parent, agent, Edouard Parent, clerk, both of the city and judicial district of Montreal, and Jean-Louis Montmigny, manager, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as representative of breweries and of soft drink factories under the name of "Paul-Emile Parent Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Quebec Tools & Machine Works Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1950, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Edward Henry Bernfeld, étudiant, et Arthur Daniel Ruby, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement faire le commerce de toute et aucune sorte et description d'outils, machinerie et articles composés ou fabriqués en tout ou en partie de fer, acier, métal ou bois, sous le nom de "Quebec Tools & Machine Works Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Quebec Tools & Machine Works Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1950, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Edward Henry Bernfeld, student, and Arthur Daniel Ruby, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all and every kind and description of tools, machinery and articles composed of or manufactured in whole or in part of iron, steel, metal or wood; under the name of "Quebec Tools & Machine Works Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

Robert Shulman & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1950, constituant en corporation: Robert Shulman, Alex Shulman, voyageurs et Sophie Katz, ménagère, épouse séparée de biens de Alex Shulman, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes de soieries, lainages, habits, vêtements et marchandises sèches, sous le nom de "Robert Shulman & Co., Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4522 rue Girouard, appartement 9, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN,

Robert Shulman & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1950, incorporating: Robert Shulman, Alex Shulman, travellers, and Sophie Katz, housewife, wife separate as to property of Alex Shulman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in all kinds of silks, woollens, clothing, wearing apparel, dry goods, under the name of "Robert Shulman & Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4522 Girouard Street, Apartment 9, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

**Service de Livraison de Québec, Inc.
Quebec Delivery Service, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1950, constituant en corporation: Maurice Gauvin, commis, Jean-Paul Gauvin comptable, des cité et district judiciaire de Québec, et Dame Yvette Gauvin, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Labrie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Effectuer toutes les opérations relatives au transport de marchandises et opérer des garages sous le nom de "Service de Livraison de Québec, Inc."—"Quebec Delivery Service, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant
28336-o C.-E. CANTIN.

**Service de Livraison de Québec, Inc.
Quebec Delivery Service, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1950, incorporating: Maurice Gauvin, clerk, Jean Paul Gauvin, accountant, of the city and judicial district of Quebec, and Dame Yvette Gauvin, housewife, wife separate as to property of Guy Labrie, and duly authorized by him for the purposes hereof, of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To engage in all operations connected with the transportation of merchandise, and to operate garages, under the name of "Service de Livraison de Québec, Inc."—"Quebec Delivery Service, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Sterling Sales & Salvage Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1950, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat, et conseil en loi du Roi, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, et Ruth Wreshner, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et manufacturiers de machinerie, outillage et tous produits fabriqués ou manufacturés en tout ou en partie de métaux et agir comme travailleurs et fondeurs de métaux sous le nom de "Sterling Sales & Salvage Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336 C.-E. CANTIN.

Sterling Sales & Salvage Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1950, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, and Ruth Wreshner, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers and manufacturers of machinery, equipment and all products produced or manufactured in whole or in part from metal, and to act as metal workers, and founders, under the name of "Sterling Sales & Salvage Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336-o Acting Deputy Attorney General.

St Robert Automobiles Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1950, constituant en corporation: Adrien Dionne, Omer Dionne, industriels, et Dame Léa Ouellet Dionne, épouse séparée de biens d'Adrien Dionne, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagiste et faire le commerce des automobiles et autres véhicules, sous le nom de "St Robert Automobiles Incorporé", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Saint-Jean-Baptiste, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

St Robert Automobiles Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of July, 1950, incorporating: Adrien Dionne, Omer Dionne, industrialists, and Dame Léa Ouellet Dionne, wife separate as to property of Adrien Dionne, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as garage-keeper and deal in automobiles and other vehicles, under the name of "St Robert Automobiles Incorporé", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be on Saint Jean-Baptiste Street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Syndicat Sportif de Granby Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1950, constituant en corporation: Emile-J. Crevier, industriel, Raymond Chaput, marchand, J.-Armand Bouchard, optométriste, Georges Belzil, hôtelier, Gaston Guertin, pharmacien, Fabien Arès, agent, Jean-Marie Dubé, médecin, et Jacques Langlois, agent, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Maintenir et opérer à Granby ou ailleurs une ou des équipes de baseball ou de hockey ou de tout autre sport, affiliées ou non à des lignes organisées, sous le nom de "Syndicat Sportif de Granby Limitée", avec un capital de \$30,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le trois août 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Syndicat Sportif de Granby Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1950, incorporating: Emile J. Crevier, industrialist, Raymond Chaput, merchant, J. Armand Bouchard, optometrist, Georges Belzil, hotel keeper, Gaston Guertin, pharmacist, Fabien Arès, agent, Jean Marie Dubé, doctor, and Jacques Langlois, agent, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To maintain and manage, at Granby or elsewhere one or more baseball or hockey team or teams for other sports, whether affiliated or not with the organized Leagues, under the name of "Syndicat Sportif de Granby Limitée", with a capital stock of \$30,000 divided into 200 common shares of a par value of \$25 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Town & Country Motel Court Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du vingt-six juillet 1950, constituant en corporation: Rodolphe Lefebvre, propriétaire, de Ste-Rose, Georges Lafontaine, comptable agréé, de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Gérard Champagne, gérant, de St-Cyrille de Wendover, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie et de restaurant, sous le nom de "Town & Country Motel Court Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Town & Country Motel Court Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1950, incorporating: Rodolphe Lefebvre, proprietor, of Ste-Rose, Georges Lafontaine, chartered accountant, of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Gérard Champagne, manager, of St-Cyrille de Wendover, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the hotel and restaurant business, under the name of "Town & Country Motel Court Inc." with a capital stock of \$75,000, divided into 250 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General.

Transport Madelinot Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juillet 1950, constituant en corporation: Amédée-B. Arseneau, garagiste, Willie Vigneau, chauffeur, et Octave Turbide, gérant tous de Havre-aux Maisons, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Pratiquer généralement l'exploitation d'une entreprise de transport, sous le nom de "Transport Madelinot Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Havre-aux Maisons, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juillet 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28336-o C.-E. CANTIN.

Transport Madelinot Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1950, incorporating: Amédée B. Arseneau, garage keeper, Willie Vigneau, chauffeur, and Octave Turbide, manager, all of Havre-aux-Maisons, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To carry on in general a transportation business, under the name of "Transport Madelinot Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Havre-aux-Maisons, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1950.

C.-E. CANTIN,
28336 Acting Deputy Attorney General,

Avis divers

VILLE DE LAVAL DES RAPIDES Comté de Laval

Règlement N° 173

Règlement du Conseil de la Corporation de la ville de Laval des Rapides, fixant à trois ans à compter d'une prochaine élection municipale à être tenue en date du 15 mai 1950, la durée des fonctions du maire et des échevins de ladite ville de Laval des Rapides.

ATTENDU qu'en vertu de sa charte, la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Laval des Rapides est fixée à un terme de deux années;

ATTENDU que pour des raisons d'intérêt public et d'économie, il est et serait plus avantageux pour les citoyens et contribuables de la ville de Laval des Rapides que la durée des fonctions du maire et des échevins, de cette dite ville, s'étendent à une période de trois années;

ATTENDU qu'en vertu de la loi, il est loisible au Conseil de Ville, par règlement adopté à cet effet, de fixer à trois ans, à compter des élections suivantes, la durée des fonctions du maire et des échevins, suivant les dispositions prévues à cet effet par une loi statutaire de la province de Québec;

ATTENDU que tout règlement adopté par le Conseil à l'effet de prolonger de deux à trois années la durée des fonctions du maire et des échevins de toute telle municipalité ne peut entrer en vigueur en vertu des dispositions de la Loi avant qu'un referendum ne soit tenu dans ladite municipalité sur ledit règlement et que ce dernier ne soit approuvé par la majorité des électeurs ayant voté à cette fin;

ATTENDU que le vote des électeurs sur tel règlement peut être pris en même temps qu'une élection générale est tenue;

ATTENDU que tout tel règlement doit apporter les modifications approuvées aux dispositions législatives régissant, dans la municipalité, la

Miscellaneous Notice

TOWN OF LAVAL DES RAPIDES (County of Laval)

By-law No. 173

By-law of the Council of the Corporation of the Town of Laval des Rapides, fixing to three years as from the next general municipal election, to be held under date of May 15, 1950, the duration of the term of office of the mayor and aldermen of the said Town of Laval des Rapides.

WHEREAS, pursuant to its Charter, the duration of the term of office of the Mayor and of the Aldermen of the Town of Laval des Rapides is fixed to a term of two years;

WHEREAS for reasons of public interest and economic reasons, it is and would be more advantageous to the citizens and tax-payers of the Town of Laval des Rapides, that the duration of the term of office of the Mayor and Aldermen of the said town, be extended to a period of three years;

WHEREAS, pursuant to the Act, the Council of the Town may, by a By-law, adopted to that effect, fix to three years, as from the ensuing elections, the duration of the term of office of the Mayor and Aldermen pursuant to the provisions provided to such effect by a Statutory Act of the Province of Quebec.

WHEREAS any By-law adopted by the Council, to the effect of extending from two years to three years the duration of the term of office of the Mayor and Aldermen of any such municipality, may come into force according to the provisions of the Act, only when a referendum has been held in the said municipality upon the said By-law, and that the latter be approved by the majority of the electors having voting right for such purpose;

WHEREAS the vote of the electors upon such By-law, may be taken at the time that a general election is held;

WHEREAS any such By-law will bring approved amendments to the legislative provisions governing, in the municipality, the duration of the

durée des fonctions du maire et des échevins et la tenue des élections;

ATTENDU que d'après sa charte, le maire et les échevins de la ville de Laval des Rapides doivent tous être élus pour un terme de deux années à l'élection générale tenue à cet effet et que le Conseil de ville de Laval des Rapides ne considère pas qu'il y ait lieu de changer ou de modifier les dispositions de sa charte à cet effet sauf pour étendre la durée de leurs fonctions de deux à trois années;

ATTENDU que la tenue d'une élection générale pour l'élection du maire et des échevins de la ville de Laval des Rapides doit avoir lieu en date du 15 mai 1950 et que toutes les dispositions légales à cet effet ont dûment été accomplies;

A une assemblée spéciale du Conseil de Ville de Laval des Rapides, tenue le 1er jour de mai 1950, à laquelle étaient présents: Son Honneur le Maire Docteur Joseph Gervais,

Il est proposé par monsieur l'échevin A. Hogue appuyé par monsieur l'échevin P. E. Joly, et adopté à l'unanimité:

Que le règlement N° 173 fixant à trois ans à compter de la tenue de la prochaine élection municipale de la ville de Laval des Rapides, en date du 15 mai 1950, la durée des fonctions du maire et des échevins de Laval des Rapides, lequel décret et statue ce qui suit, soit adopté:

Section 1.—Pour des raisons d'intérêt public et d'économie, le Conseil de ville de Laval des Rapides considère qu'il serait plus avantageux pour les citoyens et contribuables de la ville de Laval des Rapides que la durée des fonctions du maire et des échevins de cette ville s'étende sur une période de trois années à compter des élections générales qui doivent être tenues dans la municipalité en date du 15 mai 1950;

Section 2.—Qu'en conformité avec la loi, le présent règlement devra être soumis à l'approbation de la majorité des électeurs de la ville de Laval des Rapides par voie de referendum qui se tiendra dans ladite ville de Laval des Rapides en même temps que les élections générales du 15 mai 1950, dans lesquelles les électeurs devront se choisir un maire et des échevins et le secrétaire-trésorier est autorisé, par les présentes, à faire imprimer des bulletins requérant les électeurs de la ville de Laval des Rapides à se prononcer contre ou en faveur dudit règlement et à faire tout le nécessaire pour assurer la tenue dudit referendum dans toutes ses formes légales;

Section 3.—Que le Conseil de ville de Laval des Rapides ne désire nullement changer le mode d'élection de son maire et des échevins de ladite ville de Laval des Rapides sauf en ce qui concerne le prolongement de la durée de leurs fonctions de deux à trois années et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de modifier les termes de la charte de ladite ville de Laval des Rapides par lesquels il est édicté que l'élection du maire et des échevins doit se tenir en même temps pour tous et chacun d'eux;

Section 4.—Qu'en conformité avec la Loi statutaire de la province de Québec à cet effet, la durée du scrutin en rapport avec le présent referendum soumis à l'approbation des électeurs est celle fixée pour l'élection générale du 15 mai 1950, c'est-à-dire de neuf heures du matin à huit heures du soir, heure avancée;

Section 5.—Le présent règlement, avant d'entrer en vigueur devra être soumis au Lieutenant-gouverneur en conseil et être approuvé par ce dernier dans les six mois du vote des électeurs et sub-

term of office of the Mayor and Aldermen and the holding of elections;

WHEREAS according to its Charter, the Mayor and Aldermen of the Town of Laval des Rapides must all be elected for a term of two years at the general election held to that effect and that the Council of the Town of Laval des Rapides does not consider that it is expedient to change or amend the provisions of its charter to that effect, save for extending the duration of their term of office from two years to three years;

WHEREAS the holding of a general election for the election of the Mayor and Aldermen of the Town of Laval des Rapides is to take place on May 15, 1950, and that all legal provisions to that effect have been duly fulfilled;

At a special meeting of the Council of the Town of Laval des Rapides, held on the 1st day of May, 1950, at which were present His Honour the Mayor Doctor Joseph Gervais,

It is moved by Alderman Mr. A. Hogue, seconded by Alderman Mr. P. E. Joly, and unanimously adopted:

That By-law No. 173, fixing to three years as from the holding of the next municipal election of the Town of Laval des Rapides, under date of May 15, 1950, the duration of the term of office of the Mayor and Aldermen of Laval des Rapides, which enacts as follows, be adopted:

Section 1.—For reasons of public interest and economic reasons, the Council of the Town of Laval des Rapides considers that it would be more advantageous for the citizens and taxpayers of the Town of Laval des Rapides that the duration of the term of office of the Mayor and Aldermen, of the said Town, be extended to a period of three years, as from the general election which is to take place in the municipality under date of May 15, 1950.

Section 2.—That, in conformity with the Act, the present By-law shall be submitted to the approval of the majority of the electors of the Town of Laval des Rapides, by means of a referendum, to be held in said Town of Laval des Rapides at the same time as the general election of May 15, 1950, whereas the electors shall make the choice of a mayor and of aldermen, and the secretary-treasurer is hereby authorized to have ballot-papers printed, requesting the electors of the Town of Laval des Rapides to state whether they are in favour of, or against the said By-law, and to do everything required to ensure the holding of the said referendum in all the legal forms thereof;

Section 3.—That the Council of the Town of Laval des Rapides has no intention whatsoever to change the mode of election of its Mayor and of the Aldermen of the said Town of Laval des Rapides, save in that which concerns the prolongation of the duration of their terms of office from two years to three years, and that consequently it is not required to amend the terms of the charter of the said Town of Laval des Rapides, whereby it is enacted that the election of the Mayor and Aldermen shall be held at the same time for all and any of the same.

Section 4.—That, in conformity with the statutory Act of the Province of Quebec, to that effect, the duration of the votation in connection with the present referendum submitted to the approval of the electors is that fixes for the general election of May 15, 1950, namely: from nine o'clock in the morning to 8 o'clock in the evening, Daylight Saving Time.

Section 5.—The present By-law, before coming into force must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council and be approved by the latter within six months following the vote of the

séqueusement devra être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie certifiée par:

28347-o Le Greffier,
F. BERTRAND.

electors and subsequently be published in the *Quebec Official Gazette*.

Copy certified by:

28347 F. BERTRAND,
Clerk.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 14 septembre 1950, les Règlements numéros 6 et 7 de "Les Loisirs de la Paroisse St-Jean-Baptiste de Montréal" et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21 septembre 1950.

28339-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved By-laws Nos. 6 and 7 of "Les Loisirs de la Paroisse St-Jean Baptiste de Montréal" on the 14th of September, 1950, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of September, 1950.

28339 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 22 août 1950, le changement de nom du "Syndicat National des Charpentiers-Menusiers de Montréal" en celui de "Syndicat National des Charpentiers-Menusiers de Montréal Incorporé", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24 août 1950.

28340-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on August 22, 1950, the change of name of the "Syndicat National des Charpentiers-Menusiers de Montréal", into that of "Syndicat National des Charpentiers-Menusiers de Montréal Incorporé", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of August, 1950.

28340 JEAN BRUCHÉSI,

KERHULU, INC.

Règlement N° 9 concernant la réduction du nombre des directeurs de la compagnie précitée de quatre à trois.

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et est par les présentes réduit de 4 à 3 de telle sorte que le bureau des directeurs de la compagnie sera dorénavant composé de trois (3) directeurs."

Passé ce treizième jour de juillet 1950.

Témoin le sceau de la compagnie.

28348-o Le Président,
ALB. BOULET,
La secrétaire,
Mme LUCILLE T. PLAMONDON.

HERHULU, INC.

By-Law No. 9 concerning the reduction in the number of Directors, of the aforesaid Company, from four to three.

1. "That the number of Directors of the company be and it is hereby reduced from four to three so that the Board of Directors of the company shall henceforth be composed of three (3) Directors."

Passed this thirteenth day of July, 1950.

Witness the seal of the company.

28348 ALB. BOULET
President,
Mme LUCILLE T. PLAMONDON,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Professionnelle des Boulangers du Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 septembre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

28359-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association Professionnelle des Boulangers du Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 18, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

28359 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Province de Québec

VILLE DE DORION

Règlement N° 175

Règlement fixant à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins.

A une session régulière du conseil municipal de la corporation de la ville de Dorion, tenue suivant la loi, au lieu ordinaire des sessions, en la salle municipale de Dorion, à sept heures et demie de l'après-midi le 1er mars 1950.

A laquelle session sont présents: Monsieur Édouard Charlebois, maire, et Messieurs les échevins: Asselin, Robillard, Juillet, Cousineau, Poirier.

Formant quorum sous la présidence de son honneur le maire.

Le secrétaire-trésorier donne lecture à l'assemblée du règlement suivant:

Règlement N° 175

Proposé par l'échevin Asselin, secondé par l'échevin Robillard, et résolu:

ATTENDU qu'en vertu de l'article 173a de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte par la Loi George VI, chapitre 39, article 2, le conseil peut, par règlement, fixer à trois ans, à compter des élections suivantes ou si le vote des électeurs est pris en même temps qu'une élection générale est tenue, à compter de cette élection, la durée des fonctions du Maire et des Échevins;

ATTENDU que ce règlement n'entre en vigueur que par l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à cette fin;

ATTENDU que le vote des électeurs peut être pris en même temps qu'une élection générale est tenue;

ATTENDU que ce règlement doit être de plus approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil dans les six mois du vote des électeurs et doit ensuite être publié dans la *Gazette Officielle de Québec* et dans le volume des Statuts à la session suivante de la Législature;

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ par règlement du conseil de la ville et il est, par le présent règlement, statué et ordonné, sujet à l'approbation des électeurs et du Lieutenant-gouverneur en conseil comme suit:

Article 1.—La durée des fonctions du Maire et des Échevins est fixée à trois ans à compter des élections pour les dites charges de Maire et d'Échevins qui seront tenues dans la ville de Dorion le 3 juillet 1950.

Article 2.—Le présent règlement sera soumis au vote des électeurs pris en même temps que le vote desdits électeurs pour l'élection générale qui sera tenue le 3 juillet 1950.

Article 3.—Le présent règlement, après avoir reçu toutes les approbations requises par la Loi, devra être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les statuts de la Législature de la province de Québec.

Article 4.—Le présent règlement entrera en vigueur suivant la Loi.

Copie conforme.

Le Maire de la ville de Dorion,

ÉDOUARD CHARLEBOIS.

Le Secrétaire-trésorier,

de la ville de Dorion,

E. ART. CARON.

28346-0

Province of Quebec

TOWN OF DORION

By-Law No. 175

By-Law fixing to three years the duration of the term of office of Mayor and Alderman.

At a regular meeting of the municipal council of the corporation of the Town of Dorion, held according to law at the ordinary meeting place, in the Municipal Hall of Dorion, at half-past seven o'clock in the evening on the 1st of March 1950, at which meeting were present Mr. Edouard Charlebois, mayor, and the aldermen, Messrs. Asselin, Robillard, Juillet, Cousineau, Poirier.

Forming the quorum, under the chairmanship of His Honour the Mayor.

The Secretary-Treasurer gives reading to the meeting of the following By-law:

By-Law No. 175

Moved by Alderman Asselin, seconded by Alderman Robillard, and Resolved:

WHEREAS, pursuant to section 173a of the Cities and Towns Act, as enacted by the Act 8 George VI, chapter 39, section 2, the Council may, by By-law fix the term of office of the mayor and alderman at three years, as from the ensuing election or if the vote of the electors be taken at the same time as a general election is held, the term of office of the mayor and aldermen shall be three years as from such election;

WHEREAS the said By-Law comes into force only upon approval of the majority of the electors having voted for such purpose;

WHEREAS the vote of the electors may be taken at the same time as a general election is held;

WHEREAS said By-Law must moreover, be approved by the Lieutenant-Governor in Council within six months following the vote of the electors, and must then be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of the Statutes at the following session of the Legislature;

BE IT ENACTED and ordained by By-Law of the Council of the Town, and it is by the present By-Law enacted and ordained, that subject to the approval of the electors and of the Lieutenant-Governor in Council, as follows:

Article 1.—The duration of the term of office of the Mayor and Aldermen is fixed to three years, as from the election to the said offices of Mayor and Aldermen which shall be held in the town of Dorion on July 3rd, 1950.

Article 2.—The present By-Law shall be submitted to the vote of the electors taken at the same time as the vote of said electors for a general election which shall be held on July 3rd, 1950.

Article 3.—The present By-Law, after having received all the approvals required by the Act, must be published in the *Quebec Official Gazette* and in the Statutes of the Legislature of the Province of Quebec.

Article 4.—The present By-Law shall come into force according to Law.

True copy.

ÉDOUARD CHARLEBOIS,

Mayor of the Town of Dorion,

E. ART. CARON,

Secretary-Treasurer,

of the Town of Dorion.

28346

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs en Chaussures de St-Jérôme", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 septembre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28360 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chanter Coopératif de l'U.C.C. de Shefford", en date du 20 juillet 1950, dont le siège social est situé à Sainte-Anne de Stukely, comté de Shefford, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 9 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28363-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'un règlement spécial fut décrété par les directeurs et sanctionné par les actionnaires de "Paramount Mining Corporation Limited" (No Personal Liability) en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie parmi ses actionnaires.

Daté à Montréal, ce dix-neuvième jour de septembre 1950.

(Sceau)

Le Secrétaire,
28364-0 ROGER CHARBONNEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-David de Falardeau", en date du 14 août 1950, dont le siège social est situé à Saint-David de Falardeau, dans le comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 août 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28378-0 JEAN BRUCHÉSI.

PERMA-KNIT LIMITED

Un règlement pour augmenter le nombre de directeur de la compagnie ci-dessus de trois à quatre.

Règlement No 11

"11. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs."

(Sceau)

Le Secrétaire,
28379-0 HERMAN GROSSINGER.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs en Chaussures de St-Jérôme" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 13, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jérôme, county of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,
28360 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chanter Coopératif de l'U.C. de Shefford" under date the twentieth day of July, 1950, whereof the head office is at Ste-Anne de Stukely, county of Shefford, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28363 Under Secretary of the Province.

NOTICE

Notice is hereby given that a special by-law was enacted by the Directors and sanctioned by the shareholders of "Paramount Mining Corporation Limited" (No Personal Liability) under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its shareholders.

Dated at Montreal, this nineteenth day of September 1950.

(Seal)

ROGER CHARBONNEAU,
28364-0 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-David de Falardeau", under date the fourteenth day of August, 1950, whereof the head office is at Saint-David de Falardeau, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of August, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28378 Under Secretary of the Province.

PERMA-KNIT LIMITED

By-law increasing the number of Directors of the above company from three to four.

By-Law Number 11.

"11. The affairs of the company shall be managed by a Board of Four Directors."

(Seal)

HERMAN GROSSINGER,
28379-0 Secretary.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE VILLE LASALLE

Dans le comté de Jacques-Cartier

Avis de rachat d'obligations par anticipation

Avis vous est donné par les présentes que conformément aux dispositions de la résolution d'emprunt adoptée par les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, le 9 mai 1949, tel que modifiée par deux résolutions respectivement en date du 28 juin 1949 et du 6 septembre 1949, les obligations émises en date du premier jour de mai 1949 sous l'autorité des susdites résolutions et portant les numéros:

M-101, M-102, M-103, M-104, M-105, M-106, M-107, M-108, M-109, M-110, M-111, M-112, M-113, M-114, M-115, M-116, M-117, M-118, M-119, M-120, M-121, M-122, M-123, M-124, M-125, M-126, M-127, M-128, M-129, M-130, M-131, M-132, M-133, M-134, M-135, M-136, M-137 et portant les numéros: D-051, D-052, D-053, D-054, D-055, D-056, D-057, D-058, D-059, D-060, D-061, D-062, D-063, D-064, D-065, D-066 seront rachetées au pair le ou à partir du premier novembre 1950.

Les porteurs de ces obligations devront, le ou après le premier novembre 1950, les présenter pour paiement du principal et de l'intérêt couru non payé au premier novembre 1950, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, à Québec ou à Ville LaSalle, dans la province de Québec, Canada, avec tous les coupons d'intérêt non échus et le montant requis pour les racheter sera là et alors disponible.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier novembre 1950.

Donné à Ville LaSalle, ce quatrième jour de septembre mil neuf cent cinquante.

Le Secrétaire-trésorier des Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Ville LaSalle dans le comté de Jacques-Cartier

28368-o

ALBERT GRAVEL.

VICTORIAVILLE FURNITURE LIMITED

Extrait du Règlement Spécial "C", tel qu'adopté par le bureau de direction le 20 juillet 1950 et confirmé le même jour par les actionnaires, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à six:

"1° Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de cinq à six et le bureau de direction se composera à l'avenir de six directeurs."

Certifié conforme.

Le Secrétaire,

J.-E. ALAIN,

Le Secrétaire,

MAURICE CHARTRE,

28383-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, le règlement "B" (emprunt) de "Welfare Federation of Montreal" a été approuvé par l'honorable Secrétaire de la Province, le 19 septembre 1950, conformément aux dispositions de l'article 225 de la loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHESI.

28387

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF LASALLE

In the County of Jacques-Cartier

Notice of Redemption of Bonds by Anticipation

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the borrowing resolution adopted by the School Commissioners for the Municipality of the Town of LaSalle, in the county of Jacques-Cartier, on May the 9th, 1949, as amended by two resolutions respectively dated June 28th, 1949 and September 6th, 1949, the bonds issued and dated as of the First day of May 1949 in virtue of the above mentioned resolution and bearing the numbers:

M-101, M-102, M-103, M-104, M-105, M-106, M-107, M-108, M-109, M-110, M-111, M-112, M-113, M-114, M-115, M-116, M-117, M-118, M-119, M-120, M-121, M-122, M-123, M-124, M-125, M-126, M-127, M-128, M-129, M-130, M-131, M-132, M-133, M-134, M-135, M-136, M-137 and bearing the numbers: D-051, D-052, D-053, D-054, D-055, D-056, D-057, D-058, D-059, D-060, D-061, D-062, D-063, D-064, D-065, D-066, shall be redeemed, at par, on or from the First day of November 1950.

The holders of these bonds shall, on or after the First day of November 1950, present them for payment of the principal and of the interest accrued and unpaid to the date of November 1st, 1950, at the principal office of the Banque Canadienne Nationale, at Montreal, at Quebec or at Ville LaSalle, in the province of Quebec, Canada, with all unmatured interest coupons and the required sum for the redemption of said bonds shall then and there be available.

These bonds shall cease to bear interest from the First day of November 1950.

Given at Ville LaSalle, this fourth day of September 1950.

ALBERT GRAVEL,

Secretary-treasurer of the School Commissioners for the Municipality of the Town of LaSalle, in the county of Jacques-Cartier.

28368-o

VICTORIAVILLE FURNITURE LIMITED

Excerpt from Special By-Law "C" as adopted by the Board of Directors on July 20th, 1950, and confirmed the same day by the shareholders, concerning the increase in the number of Directors from five to six:

"1. The number of Directors of the company is hereby increased from five to six, and the Board of Directors shall, in future be composed of six Directors."

Certified true Copy.

J. E. ALAIN,

President.

MAURICE CHARTRE,

Secretary.

28383

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General By-Law "B" (Borrowing) of "Welfare Federation of Montreal" was approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 19th, 1950, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1950.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

28387-o

Province de Québec

PAROISSE DE SAINT-AUGUSTIN
COMTÉ DE ROBerval

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 17, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: Nos 41, 125, 135, 156 et 158.

Les dites obligations seront remboursables au premier novembre 1950, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
28391-o EDOUARD NIQUET.

Province of Quebec

PARISH OF SAINT AUGUSTIN
COUNTY OF ROBerval

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 17, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: Nos 41, 125, 135, 156 and 158.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November, 1950, from which date they shall cease to bear interest.

EDOUARD NIQUET,
28391-o Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Paramount Mining Corporation Limited" (No Personal Liability) corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce dix-neuvième jour de septembre 1950.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
28365-o ROGER CHARBONNEAU.

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, Partie I, "Covey-Hill Fruit Growers Incorporé" donne par les présentes avis qu'ils s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner leur charte, d'en ordonner l'annulation et fixer une date à laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Havelock, ce dix-neuvième jour de septembre 1950.

Covey-Hill Fruit Growers Inc.,
Par KEITH M. CURRAN,
28375-o Secrétaire-trésorier.

LA COMPAGNIE IMMOBILIÈRE DE MARIEVILLE,
LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "La Compagnie Immobilière de Marieville, Limitée", ayant son siège social à Marieville, district de St-Hyacinthe, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Marieville, le 19 septembre 1950.

Le Secrétaire,
28380-o B.-N. LADOUCEUR.

GULLIVER LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Gulliver Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 19 septembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
28382 FRANK WRIGHT.

Charters — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that "Paramount Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), constituted under the Quebec Mining Companies' Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this nineteenth day of September 1950.

(Seal)

ROGER CHARBONNEAU,
28365-o Secretary-Treasurer.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, Part I, "Covey-Hill Fruit Growers Incorporated" hereby give notice that they will make an application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of their Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Havelock, this nineteenth day of September 1950.

Covey-Hill Fruit Growers Inc.,
Per KEITH M. CURRAN,
28375-o Secretary-Treasurer.

LA COMPAGNIE IMMOBILIÈRE DE MARIEVILLE,
LIMITÉE

Notice is hereby given that "La Compagnie Immobilière de Marieville, Limitée", with Head Office at Marieville, district of St-Hyacinthe, will apply for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act.

Marieville, September the 19th 1950.

B.-N. LADOUCEUR,
28380-o Secretary.

GULLIVER LIMITED

In accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, "Gulliver Limited" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from and after such date as he may determine.

Montreal, September 19th, 1950.

FRANK WRIGHT,
28382-o Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec, district de Montréal Canada, Province of Quebec, District of Montreal

DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Canadian Animal Hair Products Limited", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date devant être fixée par l'Honorable Procureur général.

Daté à Montréal, le 19 septembre 1950.

Under the provisions of the Quebec companies' Act "Canadian Animal Hair Products Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs Trade and Commerce of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter on and from a date to be fixed by the Honourable Attorney General.

Dated at Montreal this 19th day of September 1950.

28381

Le Président,
B. SOBOLEWITZ.

28381-o

B. SOBOLEWITZ,
President.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 68-48B

Order No. 68-48B

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance de mardi, 12 septembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures a.m.

Meeting of Tuesday, September 12, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montréal, at 10 o'clock a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, C.R. Aviseur légal.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Plessisville,

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of Plessisville,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'article, 4° de l'ordonnance N° 68-48A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 janvier 1948 est abrogé et remplacé par le suivant:

1. Article 4. of Order No. 68-48A, published in the *Quebec Official Gazette* of January 17th, 1948, is deleted and replaced by the following:

"4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 16 cents la pinte."

"4. Save the dispositions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint, and 16 cents a quart."

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Secrétaire.

Certified: ALPHONSE SAVOIE
Secretary.

28341-o

28341-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 50-SP-VII

Order No. 50-Sp-VII

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 12 septembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures a.m.

Meeting of Tuesday, September 12, 1950 held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock a.m.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, C.R., aviseur légal.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de St-Jérôme

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser.

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of St. Jérôme.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2° La région de St-Jérôme comprend la ville de St-Jérôme, la ville de Ste-Thérèse, les municipalités de Ste-Thérèse-Ouest, paroisse Ste-Thérèse, St-Antoine des Laurentides et Rosemère.

3° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de St-Jérôme que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire.
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
28341-o Secrétaire.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne.

2. "The region of St-Jérôme includes the town of St-Jérôme, the town of Ste-Thérèse, the municipalities of Ste-Thérèse West, Ste-Thérèse parish, St-Antoine des Laurentides, and Rosemère.

3. Delivery of milk or cream within the region of St-Jérôme, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

The present order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
28341-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 828-50

Québec, le 13 septembre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Luc, dans le comté de Saint-Jean, le lot N° 34 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Luc et de l'annexer à la municipalité scolaires de Chambly-Bassin, dans le comté de Chambly.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28350-38-2 O. J. DESAULNIERS.

1346-50

Québec, le 18 septembre 1950.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Yves-du-Port, dans le comté de Rimouski, en celui de "Rimouski-Est", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28357-38-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 1086-48.

Québec, le 19 septembre 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1950, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pascal, dans le comté de Kamouraska, les lots 425 et 426 du rang IV de la municipalité scolaire de Saint-Pascal, appartenant à Monsieur Josaphat Lajoie, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Hélène, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28377-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 828-50

Quebec, September 13, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Luc, in the county of Saint-Jean, lot No. 34 of the official cadastre for the parish of Saint-Luc and to annex it to the school municipality of Chambly-Bassin, in the county of Chambly.

O. J. DESAULNIERS,
28350-38-2 Superintendent of Education.

No. 1346-50

Quebec, September 18, 1950.

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Yves-du-Port, in the county of Rimouski, to that of "Rimouski-Est" same county.

O. J. DESAULNIERS,
28357-38-2 Superintendent of Education.

No. 1086-48.

Quebec, September 19, 1950

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 6, 1950, to detach from the school municipality of Saint-Pascal, in the county of Kamouraska, lots 425 and 426 of Range IV of the school municipality of Saint-Pascal, belonging to Mr. Josaphat Lajoie, and to annex the same to the school municipality of Sainte-Hélène, same county.

Said Order in Council shall take effect on the first of July, 1950.

O. J. DESAULNIERS,
28377 Superintendent of Education.

N° 978-50.

Québec, le 19 septembre 1950.

No 978-50.

Quebec, September 19, 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1950, de changer le nom de la municipalité scolaire de Village de Montmorency, dans le comté de Québec, en celui de "Ville de Montmorency", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28377-o O. J. DESAULNIERS.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 6, 1950, to change the name of the school municipality of the Village of Montmorency, in the county of Quebec, to that of "Town of Montmorency" same county.

Said Order in Council shall take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

28377 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 996-50.

Québec, le 19 septembre 1950.

No 996-50.

Quebec, September 19, 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1950, de changer le nom de la municipalité scolaire de Bas-de-la-Côte-St-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, en celui de "La Municipalité Scolaire de Saint-Louis", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28377-o O. J. DESAULNIERS.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 6, 1950, to change the name of the school municipality of Bas-de-la-Côte-St-Louis, in the county of Jacques-Cartier, to that of "The School Municipality of Saint-Louis", same county.

28377 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile
Division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 141-15 à 141-38 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 septembre 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
28366-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the Parish of Ste-Cecile
Registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 141-15 to 141-38 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September 5, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
28366-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Attendu que les membres de la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de St-Evariste-de-Forsyth, dans le comté de Frontenac, lors d'une assemblée générale spéciale tenue le 12 juin 1950, ont décidé de liquider les affaires de la compagnie; et

Attendu que la compagnie, d'après un rapport de son secrétaire en date du 28 août 1950, n'a plus d'actif, de passif ni aucune obligation en vertu des polices d'assurance qu'elle a émises;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis N° 261 et le certificat d'enregistrement N° 38 de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de St-Evariste-de-Forsyth sont annulés à compter du 28 août 1950.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 30 août 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
28351-38-2-o GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Whereas the members of La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de St-Evariste-de-Forsyth, at a general special meeting held on the 12th of June 1950, have decided to liquidate the affairs of their company; and

Whereas the company, according to a report of its secretary dated the 28th of August 1950, has no assets, liabilities and no obligations under its insurance policies;

Therefore, notice is hereby given that the license number 261 and certificate of registry number 38 of La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de St-Evariste-de-Forsyth are cancelled as from the 28th of August 1950.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 30th of August 1950.

For the Treasurer of the Province,
28351-38-2-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "Provident Life and Accident Insurance Company", enregistrée sous le numéro 506, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 77 qui l'autorise, à compter du 22 août 1950, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Chattanooga, État de Tennessee, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. George Buchanan Foster, C.R., 901 Carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 16 septembre 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
28351-38-2-o Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that "Provident Life and Accident Insurance Company", registered under number 506, has obtained the license and certificate of registration number 77 authorizing it, as from the 22nd of August 1950, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at Chattanooga, State of Tennessee, United States of America.

The company has appointed Mr George Buchanan Foster, K.C., 901 Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 16th of September 1950.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
28351-38-2-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Ferland	Claude	21	Victoriaville	Séminaire de Nicolet.

Victoriaville, le 20 septembre 1950 — Victoriaville, September 20, 1950.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
28390-38-2-o Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Fournier	Bernard	24	Amqui	Collège Saint-Laurent.

Rimouski, le 6 septembre 1950 — Rimouski, September 6, 1950.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
28327-37-2-o Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Chasse	Yvon	22	Pierreville	Nicolet.

Valleyfield, le 5 septembre 1950 — Valleyfield, September 5, 1950.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
RICHARD LAFONTAINE,
28327-37-2-o Secretary of the Bar of Richelieu.

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de novembre 1950 — Examinations of November, 1950.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Fortin	Pierre	22	Farnham	Université d'Ottawa.

Granby, le 13 septembre 1950 — Granby, September 13, 1950.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
HENRI LIZOTTE,
Secretary of the Bar of Bedford.

28327-37-2-o

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Clairol Inc. of Canada

Clairol Inc. of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 14 septembre 1950, à la compagnie "Lawrence Richard Bruce (Canada) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 février 1940, changeant son nom en celui de "Clairol Inc. of Canada".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Lawrence Richard Bruce (Canada) Limited", incorporated by letters patent dated February 19th, 1940, changing its name to that of "Clairol Inc. of Canada".

Daté du bureau du Procureur général, le 14 septembre 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of September, 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28374 C. E. CANTIN.

C. E. CANTIN,
28374-o Acting Deputy Attorney General.

Dress-Town Incorporated

Dress-Town Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 septembre 1950, à la compagnie "Dress-Town Incorporated", ratifiant son règlement N° 27: a) convertissant 640 actions ordinaires de \$100 chacune en 640 actions privilégiées de \$100 chacune et énumérant les droits, privilèges, restrictions et limitations attachés auxdites actions privilégiées; b) modifiant les droits, privilèges, restrictions et limitations attachés aux actions privilégiées créées par le règlement N° 26 de ladite compagnie, lequel règlement a été sanctionné par le Lieutenant-Gouverneur en date du 30 juin 1947.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Dress-Town Incorporated", ratifying its By-Law No. 27: a) converting 640 common shares of \$100 each into 640 preferred shares of \$100 each, and enumerating the rights, privileges, restrictions and limitations attaching to the said preferred shares; b) modifying the rights, privileges, restrictions and limitation attaching to the preferred shares created by By-Law No. 25 of the said company, which by-law was sanctioned by the Lieutenant-Governor on June 30th, 1947.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 septembre 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of September, 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28374 C. E. CANTIN.

C. E. CANTIN,
28374-o Acting Deputy Attorney General.

John Millen Sherbrooke, Limited

John Millen Sherbrooke, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 septembre 1950, à la compagnie "John Millen Sherbrooke, Limited", ratifiant son règlement spécial "C", augmentant son capital de 1,200 actions sans valeur nominale ou au pair à 2,400 actions sans valeur nominale ou au pair par la création de 1,200 nouvelles actions sans valeur nominale ou au pair, et fixant

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "John Millen Sherbrooke, Limited", ratifying its Special By-Law "C" increasing its capital stock from 1,200 shares without nominal or par value to 2,400 shares without nominal or par value by the creation of 1,200 new shares without nominal or par value, and fixing the amount of

le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce à \$12,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28374 C. E. CANTIN.

capital with which the company will carry on business at \$12,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of September, 1950.

C. E. CANTIN.
28374-o Acting Deputy Attorney General.

Labelle Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 septembre 1950, à la compagnie "Montreal Towing Service, Limited" — "Service de Trainage de Montréal, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 novembre 1941, changeant son nom en celui de "La belle Automobile Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 15 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28374-o C. E. CANTIN.

Labelle Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Montreal Towing Service, Limited" — "Service de Trainage de Montréal, Limitée", incorporated by letters patent, dated November 28, 1941, changing its name to that of "Labelle Automobile Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1950.

C. E. CANTIN,
28374 Acting Deputy Attorney General.

La Compagnie du Téléphone de Nicolet

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 septembre 1950, à "La Compagnie du Téléphone de Nicolet", ratifiant son Règlement N° 10 augmentant son capital de \$49,000 à \$100,000 par la création de 510 actions additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28374-o C. E. CANTIN.

La Compagnie du Téléphone de Nicolet

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie du Téléphone de Nicolet" ratifying its By-Law No. 10, increasing its capital stock from \$49,000 to \$100,000, by the creation of 510 additional shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1950.

C. E. CANTIN,
28374 Acting Deputy Attorney General.

Pyramid Paper Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 septembre 1950, à la compagnie "Pyramid Paper Products Limited", ratifiant son règlement "A", convertissant les 990 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune de son capital autorisé en 19,800 actions ordinaires sans valeur au pair, et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce à \$199,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28374 C. E. CANTIN.

Pyramid Paper Products Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Pyramid Paper Products Limited", ratifying its By-Law "A" converting the 990 common shares of the par value of \$100 each of its authorized capital stock into 19,800 common shares without par value, and fixing the amount of capital with which the company will carry on business at \$199,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of September, 1950.

C. E. CANTIN,
28374-o Acting Deputy Attorney General.

Red Comet of Eastern Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 14 septembre 1950, à la compagnie "Red Comet (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 novembre 1949, changeant son nom en celui de "Red Comet of Eastern Canada Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le 14 septembre 1950.

L'Assistant-procureur général suppléant,
28374 C. E. CANTIN.

Red Comet of Eastern Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Red Comet (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated November 15th, 1949, changing its name to that of "Red Comet of Eastern Canada Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of September, 1950.

C. E. CANTIN,
28374-o Acting Deputy Attorney General.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 6 septembre 1950.

M. Rodolphe DeBlois, avocat, de la cité de Québec, conseil en Loi de Sa Majesté: recorder de la cité de Québec, à compter du 16 septembre 1950 inclusivement.

M. Léo-Paul Desrochers, 32 rue Murray, Sherbrooke, député-greffier de la Cour de magistrat, député-greffier de la paix et député-greffier de la Couronne du district de St-François: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

28385-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, September 6, 1950.

Mr. Rodolphe DeBlois, advocate, of the City of Quebec: King's Council: to be Recorder of the City of Quebec, from and after the 16th of September, inclusively.

Mr. Léo-Paul Desrochers, 32 Murray Street, Sherbrooke, deputy clerk of the Magistrate's Court, deputy clerk of the Peace and deputy clerk of the Crown for the district of St. Francis: to be a Justice of the Peace, in conformity with the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes 1941, chapter 15) with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, such jurisdiction however being restricted to the administering of the oath, the receiving of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas, and warrants of custody, also the receiving of sureties and the adjournment of cases, either alone when the Law permits, or jointly with another Justice of the Peace, when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

28385

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant, C.-E. CANTIN { ATTENDU que l'article 5 de la loi 14 George VI, chapitre 11, intitulée "Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse" décrète que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer au 1er octobre 1950, la date de la mise en vigueur de cette loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 1013, du 13 septembre 1950, et conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse (14 George VI, chapitre 11), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, que la date de l'entrée en vigueur de la loi 14 George VI, chapitre 11, intitulée "Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse", soit fixée au 1er octobre 1950.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

CREETING.

PROCLAMATION

C.-E. CANTIN, Acting Deputy Attorney General { WHEREAS section 5 of the Act 14 George VI, chapter 11, intituled "Youth Protection Schools Act" enacts that the said Act shall come into force at such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it is now expedient to fix to the 1st of October 1950, the date of the coming into force of said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council number 1013 of September 13th, 1950, and pursuant to the provisions of section 5 of the Youth Protection Schools Act, (14 George VI, chapter II) We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the coming into force of the Act 14 George VI, chapter 11, intituled: "Youth Protection Schools Act", be fixed to the 1st of October, 1950.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
28362-o JEAN BRUCHÉSI.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty and the fourteenth year of our Reign.

By command,

28362 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

DECLARATION

Province de Québec, District de Montréal,

La compagnie "Montreal Porcelain Enameling Co. Ltd"

La compagnie "Montreal Porcelain Enameling Co. Ltd" a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées le 23ième jour de décembre 1949;

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est à 2319 Dickson, Montréal;

En foi de quoi, cette déclaration en duplicata est faite et signée par moi, Robert H. Greene, le Président de ladite compagnie, à Montréal, ce 11ième jour de septembre 1950.

28342 Signé: ROBERT H. GREENE.

Canada, Province de Québec

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Oland & Son (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 18 juillet 1949, a établi son siège social à 2345 rue Viau, cité et district de Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 18 juillet 1950.

(Sceau)
28343

Le Président,
SIDNEY C. OLAND.

Avis est donné que, par nouvelle procuration exécutée le 28 juillet 1950, la compagnie "The Fluor Corporation Ltd.", une compagnie dûment licenciée afin d'exercer ses opérations dans la province de Québec, a transporté son bureau principal de ladite Province de 1709, 507 Place d'Armes, Montréal, à chambre 301 Carré Victoria, dans ladite cité de Montréal, et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 et pour toutes fins de la Loi des compagnies à fonds social étrangères.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28345 JEAN BRUCHÉSI.

Head Offices

DECLARATION

Province of Quebec, District of Montreal

The "Montreal Porcelain Enameling Co. Ltd"

"Montreal Porcelain Enameling Co. Ltd" was incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted the 23rd day of December 1949;

Its principal place of business in the Province of Quebec is at 2319 Dickson, Montreal;

In testimony whereof, the declaration in duplicate is made and signed by me, Robert H. Greene, the President of the said Company, at Montreal, this 11th day of September 1950.

28342-o Signed: ROBERT H. GREENE.

Canada, Province of Quebec

NOTICE

Notice is hereby given that "Oland & Son (Quebec) Limited" incorporated by Letters Patent under Part I of the Quebec Companies' Act on July 18th, 1949, has established its Head office at 2345 Viau Street, City and District of Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of July 1950.

(Seal)
28343-o

SIDNEY C. OLAND,
President.

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney executed on July 28th 1950, "The Fluor Corporation Ltd.", a company duly licensed to carry on its operations in the Province of Quebec, moved its principal office in said Province from 1709, 507 Place d'Armes, Montreal, to Room 301, 901 Victoria Square, in the said City of Montreal, and such, in pursuance of the provisions of section 6 and for all purposes of the Extra-Provincial Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1950.

28345-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

IMMEUBLES ET VIGNOBLES, LIMITÉE

Règlement N° 22

(tel qu'adopté par les directeurs et sanctionné par les actionnaires le 31 août 1950)

Pour changer le Bureau Principal de la Compagnie

"Qu'il soit décrété et il est par les présentes, décrété comme un Règlement de la compagnie "Immeubles et Vignobles, Limitée", que le lieu du bureau principal de la compagnie soit et il est par les présentes, transporté de Québec à 1640 rue St-Hubert, cité de Montréal, province de Québec."

Certifié copie conforme, Montréal, ce 11 septembre 1950.

28349-o Le Secrétaire-trésorier,
BRUNO HELIE.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU
SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que la compagnie connue sous le nom de "W. A. Strover Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 novembre 1946, et ayant son siège social à Montréal, Québec, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, dans l'édifice Mayor, 1449 rue St-Alexandre, l'a transporté à suite 919, édifice des Tramways, 159 ouest, rue Craig, dans ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, le quatorzième jour de septembre 1950.

(Sceau) 28361 Le Président & Directeur-gérant,
WYNDHAM A. STROVER.

CHIBOUGAMOU LUMBER LIMITED

Copie d'une résolution adoptée lors d'une assemblée des actionnaires de la compagnie "Chibougamou Lumber Limited," le 24 août 1950, à Roberval:

"Le siège social de la Compagnie sera à St-Prime, dans le district de Roberval, au lieu de Jonquière, district de Chicoutimi."

28384-o La Secrétaire,
Mme ALEXIS FRADET.

IMMEUBLES ET VIGNOBLES, LIMITÉE

By-Law N° 22

(as adopted by the Directors and sanctioned by the Shareholders on August 31, 1950)

To change the Head Office of the Company

"Be it, and it is hereby enacted as a by-law of the company "Immeubles & Vignobles, Limitée" that the place of the company's head office be and it is hereby moved from Quebec to 1640 St-Hubert Street, city of Montreal, Province of Quebec."

Certified true Copy, Montreal, September 11, 1950.

28349 BRUNO HELIE,
Secretary Treasurer.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS OF
HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the Company known as "W. A. Strover Limited" incorporated by Letters Patent on the twelfth day of November, 1946, and having its Head Office in Montreal, Quebec, where its office was situated up to-day, at the Mayor Building, 1449, St. Alexandre Street, has moved it to Suite 919 Tramways Building, 159 Craig Street West in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, Quebec, this fourteenth day of September, 1950.

(Seal) 28361-o WYNDHAM A. STROVER,
President & Managing Director.

CHIBOUGAMOU LUMBER LIMITED

Copy of a resolution adopted at a meeting of the shareholders of the company "Chibougamou Lumber Limited," on August 24, 1950, at Roberval:

The head office of the company will be at St-Prime, in the district of Roberval, instead of at Jonquière, district of Chicoutimi.

28384 Mme ALEXIS FRADET,
Secretary.

Soumissions

CORRECTION

PAROISSE DE ST-FÉLIX-DE-CAP-ROUGE
(Comté de Québec)

Dans l'avis paru le 16 septembre 1950, à la page 2379, de la Gazette officielle de Québec, il aurait fallu lire une échéance de \$2,000, au 1er août 1957, dans la partie anglaise de cet avis, et non pas \$2,500 tel qu'imprimé par erreur.

28336A-X-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE BURY,
(Comté de Compton)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions

Tenders

CORRECTION

PARISH OF ST-FÉLIX-DE-CAP-ROUGE
(County of Québec)

In the notice appearing September 16, 1950, on page 2,379, of the Quebec Official Gazette, the maturity of August 1st, 1957 should read \$2,000 in the English Section of the notice, and not \$2,500 as erroneously printed.

28336A-X-o

Province of Québec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF BURY
(County of Compton)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be

pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Turcotte, secrétaire-trésorier, C.P. 32, Bury, comté de Compton, jusqu'à 8 heures 30 p.m., jeudi le 12 octobre 1950, pour l'achat de \$45,000 d'obligations de la commission scolaire catholique de Bury, datées du 15 octobre 1950 et remboursables par séries du 15 octobre 1951 au 15 octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$45,000—20 ans

Année	Capital
15 octobre 1951.....	x\$ 9,500.00
15 octobre 1952.....	x 10,000.00
15 octobre 1953.....	x 10,500.00
15 octobre 1954.....	500.00
15 octobre 1955.....	500.00
15 octobre 1956.....	500.00
15 octobre 1957.....	500.00
15 octobre 1958.....	1,000.00
15 octobre 1959.....	1,000.00
15 octobre 1960.....	1,000.00
15 octobre 1961.....	1,000.00
15 octobre 1962.....	1,000.00
15 octobre 1963.....	1,000.00
15 octobre 1964.....	1,000.00
15 octobre 1965.....	1,000.00
15 octobre 1966.....	1,000.00
15 octobre 1967.....	1,000.00
15 octobre 1968.....	1,000.00
15 octobre 1969.....	1,000.00
15 octobre 1970.....	1,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi au montant total de \$30,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements annuels de \$10,000 chacun, de 1951 à 1953 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Sawyerville ou à Bury.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi le 12 octobre 1950, à 8 heures 30 p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, à Bury, comté de Compton.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions

Bury (Comté de Compton), ce 20ème jour de septembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL TURCOTTE.

C.P. 32, Bury,
(Comté de Compton), Qué.

28376-0

received by the undersigned, Raoul Turcotte, secretary-treasurer, P.O. Box 32, Bury, county of Compton, up to 8.30 o'clock P.M., on Thursday, October 12, 1950, for the purchase of \$45,000 of bonds of the Catholic School Commission of Bury, dated October 15, 1950, and redeemable serially, from October 15, 1951, to October 15, 1970, inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 15th of April and 15th of October of each year. The rate on interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$45,000—20 years

Year	Capital
October 15, 1951.....	x\$ 9,500.00
October 15, 1952.....	x 10,000.00
October 15, 1953.....	x 10,500.00
October 15, 1954.....	500.00
October 15, 1955.....	500.00
October 15, 1956.....	500.00
October 15, 1957.....	500.00
October 15, 1958.....	1,000.00
October 15, 1959.....	1,000.00
October 15, 1960.....	1,000.00
October 15, 1961.....	1,000.00
October 15, 1962.....	1,000.00
October 15, 1963.....	1,000.00
October 15, 1964.....	1,000.00
October 15, 1965.....	1,000.00
October 15, 1966.....	1,000.00
October 15, 1967.....	1,000.00
October 15, 1968.....	1,000.00
October 15, 1969.....	1,000.00
October 15, 1970.....	1,000.00

The letters x indicate the years during which the annual payments of a grant, to the amount of \$30,000 granted by the Provincial Secretary and payable in three annual payments of \$10,000 each, from 1951 to 1953, inclusively, will be received and applied to the use of said loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, Sawyerville or Bury.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, pursuant to chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Thursday, October 12, 1950, at 8.30 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, at Bury, county of Compton.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Bury, (County of Compton), this 20th day of September, 1950.

RAOUL TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 32, Bury,
(County of Compton), Qué.

28376

Province de Québec

VILLE DE JONQUIÈRE
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Paul-E. Fortin, greffier, Hôtel de Ville, Jonquière, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 10 octobre 1950, pour l'achat de \$190,000 d'obligations de la ville de Jonquière, datées du 1er septembre 1950 et remboursables par séries du 1er septembre 1951 au 1er septembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$190,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1951	\$6,500.00
1er septembre 1952	7,000.00
1er septembre 1953	7,000.00
1er septembre 1954	7,500.00
1er septembre 1955	8,000.00
1er septembre 1956	8,000.00
1er septembre 1957	8,500.00
1er septembre 1958	8,000.00
1er septembre 1959	9,000.00
1er septembre 1960	9,000.00
1er septembre 1961	9,500.00
1er septembre 1962	10,000.00
1er septembre 1963	10,000.00
1er septembre 1964	10,500.00
1er septembre 1965	11,000.00
1er septembre 1966	11,500.00
1er septembre 1967	11,500.00
1er septembre 1968	12,000.00
1er septembre 1969	12,500.00
1er septembre 1970	12,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec d'une banque à charte.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi le 10 octobre 1950, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Jonquière.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, (Comté de Chicoutimi), ce 20ème jour de septembre 1950.

Le Greffier,
PAUL-E. FORTIN,
Hôtel de Ville, Jonquière,
(Cté Chicoutimi), Québec.

28373-0

Province of Quebec

TOWN OF JONQUIÈRE
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul E. Fortin, clerk, Town Hall, Jonquière, County of Chicoutimi, up to 8 o'clock p.m., on Tuesday, October 10, 1950, for the purchase of \$190,000 of bonds of the Town of Jonquière, dated September 1st 1950, and redeemable serially, from the 1st of September, 1951, to the 1st of September 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$190,000 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1951	\$6,500.00
September 1st, 1952	7,000.00
September 1st, 1953	7,000.00
September 1st, 1954	7,500.00
September 1st, 1955	8,000.00
September 1st, 1956	8,000.00
September 1st, 1957	8,500.00
September 1st, 1958	8,500.00
September 1st, 1959	9,000.00
September 1st, 1960	9,000.00
September 1st, 1961	9,500.00
September 1st, 1962	10,000.00
September 1st, 1963	10,000.00
September 1st, 1964	10,500.00
September 1st, 1965	11,000.00
September 1st, 1966	11,500.00
September 1st, 1967	11,500.00
September 1st, 1968	12,000.00
September 1st, 1969	12,500.00
September 1st, 1970	12,500.00

Capital and interest will be payable at all the branches of any chartered Bank in the Province of Quebec.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part at par, on any interest maturity date, pursuant to the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment, in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, October 10, 1950, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Jonquière.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Jonquière (County of Chicoutimi) this 20th day of September, 1950.

PAUL E. FORTIN,
Clerk,
Town Hall, Jonquière,
(County Chicoutimi) Québec.

28373

Province de Québec

VILLAGE DE POINTE-A-GATINEAU
(Comté de Hull)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis Lamarche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue St-Antoine, Pointe-Gatineau, comté de Hull, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi le 12 octobre 1950, pour l'achat de \$114,000 d'obligations de la corporation du village de Pointe-à-Gatineau, datées du 1er juillet 1950 et remboursables par séries du 1er juillet 1951 au 1er juillet 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$114,000—20 ans

Année	Capital
1er juillet 1951.....	\$4,000.00
1er juillet 1952.....	4,000.00
1er juillet 1953.....	4,000.00
1er juillet 1954.....	4,000.00
1er juillet 1955.....	4,500.00
1er juillet 1956.....	4,500.00
1er juillet 1957.....	5,000.00
1er juillet 1958.....	5,000.00
1er juillet 1959.....	5,000.00
1er juillet 1960.....	5,500.00
1er juillet 1961.....	5,500.00
1er juillet 1962.....	5,500.00
1er juillet 1963.....	6,000.00
1er juillet 1964.....	6,000.00
1er juillet 1965.....	7,000.00
1er juillet 1966.....	7,000.00
1er juillet 1967.....	7,500.00
1er juillet 1968.....	7,500.00
1er juillet 1969.....	8,000.00
1er juillet 1970.....	8,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Hull.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi le 12 octobre 1950, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, rue St-Antoine, à Pointe-Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-à-Gatineau, comté de Hull, ce 19ième jour de septembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS LAMARCHE.

Hôtel de Ville, rue St-Antoine,
Pointe-Gatineau, (Comté de Hull), Qué.
28370-0

Province of Quebec

VILLAGE OF POINTE-A-GATINEAU
(County of Hull)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Louis Lamarche, Secretary-Treasurer, Town Hall, St. Antoine Street, Pointe-Gatineau, county of Hull, up to 8 o'clock P.M., on Thursday, October 12, 1950, for the purchase of \$114,000 of bonds of the corporation of the Village of Pointe-à-Gatineau, dated July 1st, 1950, and redeemable serially, from July 1st, 1951, to July 1st, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue, or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$114,000—20 years

Year	Capital
July 1st, 1951.....	\$4,000.00
July 1st, 1952.....	4,000.00
July 1st, 1953.....	4,000.00
July 1st, 1954.....	4,000.00
July 1st, 1955.....	4,500.00
July 1st, 1956.....	4,500.00
July 1st, 1957.....	5,000.00
July 1st, 1958.....	5,000.00
July 1st, 1959.....	5,000.00
July 1st, 1960.....	5,500.00
July 1st, 1961.....	5,500.00
July 1st, 1962.....	5,500.00
July 1st, 1963.....	6,000.00
July 1st, 1964.....	6,000.00
July 1st, 1965.....	7,000.00
July 1st, 1966.....	7,000.00
July 1st, 1967.....	7,500.00
July 1st, 1968.....	7,500.00
July 1st, 1969.....	8,000.00
July 1st, 1970.....	8,500.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or Hull.

These bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, pursuant to the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Thursday, October 12, 1950, at 8 o'clock P.M., at the Town Hall, St. Antoine Street, Pointe-Gatineau.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Pointe-à-Gatineau, County of Hull, this 19th day of September, 1950.

LOUIS LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, St. Antoine Street,
Pointe-Gatineau (County of Hull), Que.
28370

Province de Québec

VILLE DE MONTMAGNY
(Comté de Montmagny)

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J. René Côté, secrétaire-trésorier, à l'Hotel de Ville, 1 rue Ste-Julie, Montmagny, comté de Montmagny, jusqu'à 8 heures p.m. mercredi le 11 octobre 1950, pour l'achat de \$671,000.00 d'Obligations de la Ville de Montmagny, datées du 1er novembre 1950 et remboursables par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$671,000.00

Année	Capital
1er novembre 1951.....	\$19,000.00
1er novembre 1952.....	19,000.00
1er novembre 1953.....	20,000.00
1er novembre 1954.....	21,000.00
1er novembre 1955.....	22,000.00
1er novembre 1956.....	22,000.00
1er novembre 1957.....	23,000.00
1er novembre 1958.....	24,500.00
1er novembre 1959.....	25,500.00
1er novembre 1960.....	26,500.00
1er novembre 1961.....	26,500.00
1er novembre 1962.....	27,500.00
1er novembre 1963.....	29,000.00
1er novembre 1964.....	30,500.00
1er novembre 1965.....	31,500.00
1er novembre 1966.....	16,000.00
1er novembre 1967.....	16,500.00
1er novembre 1968.....	17,000.00
1er novembre 1969.....	17,500.00
1er novembre 1970.....	18,000.00
1er novembre 1971.....	18,500.00
1er novembre 1972.....	19,500.00
1er novembre 1973.....	20,000.00
1er novembre 1974.....	20,500.00
1er novembre 1975.....	21,500.00
1er novembre 1976.....	22,000.00
1er novembre 1977.....	23,000.00
1er novembre 1978.....	23,500.00
1er novembre 1979.....	24,500.00
1er novembre 1980.....	25,500.00

Les soumissions seront également reçues pour ce même emprunt de \$671,000.00 sur la base d'une émission échéant par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1965 inclusivement, les amortissements annuels étant conformes à ceux indiqués au tableau ci-haut, à l'exception, de l'échéance du 1er novembre 1965 qui sera dans ce cas pour un montant de \$335,000.00.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à toutes les succursales dans la Province de Québec.

Les obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

TOWN OF MONTMAGNY
(COUNTY OF MONTMAGNY)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J. René Côté, Secretary-Treasurer, at the City Hall, 1 Ste Julie Street, Montmagny, county of Montmagny, up to 8 o'clock in the evening, Wednesday, the 11th day of October, for the purchase of \$671,000.00 of bonds of the Town of Montmagny, dated the 1st of November, 1950, and redeemable serially from the 1st of November, 1951, to the 1st of November, 1980 inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. Interest may be the same for the total issue or may vary according to the maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$671,000.00

Year	Capital
November 1st, 1951.....	\$19,000.00
November 1st, 1952.....	19,000.00
November 1st, 1953.....	20,000.00
November 1st, 1954.....	21,000.00
November 1st, 1955.....	22,000.00
November 1st, 1956.....	22,000.00
November 1st, 1957.....	23,000.00
November 1st, 1958.....	24,500.00
November 1st, 1959.....	25,500.00
November 1st, 1960.....	26,500.00
November 1st, 1961.....	26,500.00
November 1st, 1962.....	27,500.00
November 1st, 1963.....	29,000.00
November 1st, 1964.....	30,500.00
November 1st, 1965.....	31,500.00
November 1st, 1966.....	16,000.00
November 1st, 1967.....	16,500.00
November 1st, 1968.....	17,000.00
November 1st, 1969.....	17,500.00
November 1st, 1970.....	18,000.00
November 1st, 1971.....	18,500.00
November 1st, 1972.....	19,500.00
November 1st, 1973.....	20,000.00
November 1st, 1974.....	20,500.00
November 1st, 1975.....	21,500.00
November 1st, 1976.....	22,000.00
November 1st, 1977.....	23,000.00
November 1st, 1978.....	23,500.00
November 1st, 1979.....	24,500.00
November 1st, 1980.....	25,500.00

Tenders will also be received for the same loan of \$671,000.00 on the basis of an issue maturing serially from the 1st of November 1951 to the 1st of November 1965 inclusive, the annual redemptions being the same as those indicated in the above table, with the exception of the maturity of 1st of November 1965, in this case, will be for an amount of \$335,000.00.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at every branch in the Province of Quebec.

The bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi le 11 octobre 1950, à 8 heures p.m. à la salle du conseil à l'Hotel de Ville de Montmagny.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmagny, comté de Montmagny, ce 20 septembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier de la ville,
J. RENÉ COTÉ,
1, rue Ste-Julie, Hotel de Ville,
28386-o Montmagny, Cte Montmagny, P.Q.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE HULL
DANS LE COMTÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier, à son bureau, 99 rue Hôtel-de-Ville, Hull, P.Q., jusqu'à sept heures et demie, p.m., mercredi, le 11 octobre 1950, pour l'achat de \$330,000.00 d'obligations des Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Cité de Hull, dans le comté de Hull, datées du 1er octobre 1950 et remboursables en séries du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1970 inclusivement. Les obligations porteront intérêt à un taux n'excédant pas trois et demie pour cent (3½%) payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année, suivant le tableau d'amortissement ci-après. Le taux d'intérêt peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement—\$330,000.00—20 ans

Année	Capital
1er octobre 1951.....	x\$11,500.00
1er octobre 1952.....	x 12,000.00
1er octobre 1953.....	x 12,500.00
1er octobre 1954.....	x 13,000.00
1er octobre 1955.....	x 13,500.00
1er octobre 1956.....	x 14,000.00
1er octobre 1957.....	x 14,500.00
1er octobre 1958.....	x 15,000.00
1er octobre 1959.....	x 15,500.00
1er octobre 1960.....	x 16,000.00
1er octobre 1961.....	x 16,500.00
1er octobre 1962.....	x 17,000.00
1er octobre 1963.....	x 17,500.00
1er octobre 1964.....	x 18,000.00
1er octobre 1965.....	x 19,000.00
1er octobre 1966.....	x 19,500.00
1er octobre 1967.....	x 20,000.00
1er octobre 1968.....	x 21,000.00
1er octobre 1969.....	x 21,500.00
1er octobre 1970.....	x 22,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$250,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en vingt versements annuels de \$12,500.00 chacun, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Hull.

Each tender must be accompanied by accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday the 11th day of October, 1950, at 8 o'clock in the evening in the Council Hall in the Town of Montmagny.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Montmagny, county of Montmagny, the 20th day of September, 1950.

J. RENE COTÉ,
Secretary-Treasurer,
1 Ste Julie Street,
City Hall, Montmagny,
County of Montmagny, P.Q.

28386-o

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE CITY OF HULL,
IN THE COUNTY OF HULL

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Lucien Laverdure, secretary-treasurer, at his office, 99 Hotel-de-Ville street, Hull, Que., up to seven ½ o'clock, P.M., Wednesday, the 11th day of October 1950, for the purchase of \$330,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the City of Hull, in the County of Hull, dated October the 1st 1950, and redeemable serially from the 1st of October 1951 to the 1st of October 1970 inclusive. The bonds will bear interest at a rate not exceeding three and one half percent (3½%) payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year, according to the following table of redemption. The rate of interest may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption—\$330,000.00—20 years.

Year	Capital
October 1st 1951.....	x\$11,500.00
October 1st 1952.....	x 12,000.00
October 1st 1953.....	x 12,500.00
October 1st 1954.....	x 13,000.00
October 1st 1955.....	x 13,500.00
October 1st 1956.....	x 14,000.00
October 1st 1957.....	x 14,500.00
October 1st 1958.....	x 15,000.00
October 1st 1959.....	x 15,500.00
October 1st 1960.....	x 16,000.00
October 1st 1961.....	x 16,500.00
October 1st 1962.....	x 17,000.00
October 1st 1963.....	x 17,500.00
October 1st 1964.....	x 18,000.00
October 1st 1965.....	x 19,000.00
October 1st 1966.....	x 19,500.00
October 1st 1967.....	x 20,000.00
October 1st 1968.....	x 21,000.00
October 1st 1969.....	x 21,500.00
October 1st 1970.....	x 22,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$250,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in twenty annual instalments of \$12,500.00 each, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Hull.

Lesdites obligations pourront en vertu, des dispositions du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Cité de Hull, dans le comté de Hull, qui sera tenue mercredi le onzième jour d'octobre 1950, à sept heures et demie p.m., au bureau de ladite Commission, 99 rue Hôtel-de-Ville à Hull, P.Q.

Les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Cité de Hull se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Donné à Hull, comté de Hull, le 8 septembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAVERDURE,
99, rue Hôtel-de-Ville,
Hull, P.Q.

28344-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-JEAN-BAPTISTE-DE-
DRUMMOND
(Comté de Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Me Jacques Beaudoin, N.P., secrétaire-trésorier, 175, rue St-Damase, St-Jean-Baptiste-de-Drummond, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 10 octobre 1950 pour l'achat de \$162,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-Baptiste-de-Drummond, datées du 1er août 1950 et remboursables par séries du 1er août 1951 au 1er août 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$162,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1951	x\$14,500.00
1er août 1952	x 15,000.00
1er août 1953	x 15,500.00
1er août 1954	x 16,000.00
1er août 1955	x 16,500.00
1er août 1956	x 17,500.00
1er août 1957	4,000.00
1er août 1958	4,000.00
1er août 1959	4,000.00
1er août 1960	4,000.00
1er août 1961	4,500.00
1er août 1962	4,500.00
1er août 1963	4,500.00
1er août 1964	5,000.00
1er août 1965	5,000.00
1er août 1966	5,000.00
1er août 1967	5,500.00
1er août 1968	5,500.00

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners for the Municipality of the City of Hull, in the County of Hull, to be held on Wednesday the 11th day of October 1950, at 7½ o'clock P.M., at the office of the said School Board, 99 Hotel-de-Ville street in Hull, Que.

The School Commissioners for the Municipality of the City of Hull do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Hull, County of Hull, this 8th day of September 1950.

LUCIEN LAVERDURE,
Secretary-treasurer,
99 Hotel-de-Ville street,
Hull. Que.

28344-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ST-JEAN-BAPTISTE-DE-
DRUMMOND
(County of Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Me Jacques Beaudoin, N.P., Secretary-Treasurer, 175 St. Damase Street, St. Jean-Baptiste-de-Drummond, county of Drummond, up to 8 o'clock p.m., on Tuesday, the 10th of October, 1950, for the purchase of \$162,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Jean-Baptiste-de-Drummond, dated August 1st, 1950, and redeemable serially, from August 1st, 1951, to August 1st, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of February and 1st August of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue, or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$162,000 — 20 years.

Year	Capital
August 1st, 1951	x\$14,500.00
August 1st, 1952	x 15,000.00
August 1st, 1953	x 15,000.00
August 1st, 1954	x 16,000.00
August 1st, 1955	x 16,500.00
August 1st, 1956	x 17,500.00
August 1st, 1957	4,000.00
August 1st, 1958	4,000.00
August 1st, 1959	4,000.00
August 1st, 1960	4,000.00
August 1st, 1961	4,500.00
August 1st, 1962	4,500.00
August 1st, 1963	4,500.00
August 1st, 1964	5,000.00
August 1st, 1965	5,000.00
August 1st, 1966	5,000.00
August 1st, 1967	5,500.00
August 1st, 1968	5,500.00

1er août 1969	5,500.00
1er août 1970	6,000.00

August 1st, 1969	5,500.00
August 1st, 1970	6,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi au montant total de \$84,732 accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements annuels de \$14,122 chacun, de 1951 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters x indicate the years during which the annual payment of a grant to the total amount of \$84,732, granted by the Provincial Secretary and payable in six annual instalments of \$14,122, each, from 1951 to 1956 inclusively, will be received and applied to the use of said loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec, or at Ville St-Joseph, county of Drummond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

These bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, pursuant to the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi le 10 octobre 1950, à 8 heures p.m., à la salle de l'école St-Jean-Baptiste.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Tuesday, October 10, at 8 o'clock p.m. in the Hall of the St-Jean-Baptiste school.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

St-Jean-Baptiste-de-Drummond (Comté de Drummond) ce 19ème jour de septembre 1950.

St-Jean-Baptiste-de-Drummond, (county of Drummond), this 19th day of September, 1950.

Le Secrétaire-trésorier.

Me JACQUES BEAUDOIN, N.P.

28371-o 175 rue Damase, St-Jean-Baptiste, (Drummond), Québec.

28371 175 Damase Street, St-Jean-Baptiste (Drummond) Quebec.

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE D'ARTHABASKA
(Comté d'Arthabaska)

TOWN OF ARTHABASKA
(County of Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wilfrid Ramsay, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 11 octobre 1950, pour l'achat de \$116,000 d'obligations de la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, datées du 1er octobre 1950 et remboursables par séries du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Wilfrid Ramsay, secretary-treasurer, Town Hall, 56 Beauchesne Street, Arthabaska, up to 8 o'clock P.M., on Wednesday, October 11, 1950, for the purchase of \$116,000 of bonds of the town of Arthabaska, county of Arthabaska, dated October 1st, 1950, and redeemable serially from the 1st of October 1951, to the 1st of October, 1965, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of April and 1st October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue, or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$116,000—15 ans

Année	Capital
1er octobre 1951.....	\$1,500.00
1er octobre 1952.....	1,500.00
1er octobre 1953.....	1,500.00
1er octobre 1954.....	1,500.00
1er octobre 1955.....	1,500.00
1er octobre 1956.....	1,500.00
1er octobre 1957.....	1,500.00
1er octobre 1958.....	1,500.00
1er octobre 1959.....	2,000.00
1er octobre 1960.....	2,000.00
1er octobre 1961.....	2,000.00
1er octobre 1962.....	2,000.00
1er octobre 1963.....	2,000.00
1er octobre 1964.....	2,000.00
1er octobre 1965.....	92,000.00

Table of Redemption—\$116,000—15 years

Year	Capital
October 1st, 1951.....	\$1,500.00
October 1st, 1952.....	1,500.00
October 1st, 1953.....	1,500.00
October 1st, 1954.....	1,500.00
October 1st, 1955.....	1,500.00
October 1st, 1956.....	1,500.00
October 1st, 1957.....	1,500.00
October 1st, 1958.....	1,500.00
October 1st, 1959.....	2,000.00
October 1st, 1960.....	2,000.00
October 1st, 1961.....	2,000.00
October 1st, 1962.....	2,000.00
October 1st, 1963.....	2,000.00
October 1st, 1964.....	2,000.00
October 1st, 1965.....	92,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Arthabaska.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Arthabaska.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

These bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, pursuant to the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le mercredi 11 octobre 1950, à 8 heures p.m., à la salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel de Ville, à Arthabaska.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, October 11, 1950, at 8 o'clock P.M., at the meeting hall of the Council, Town Hall, Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the Tenders.

Arthabaska, (Comté de Arthabaska), ce 20ème jour de septembre 1950.

Arthabaska, (County of Arthabaska), this 20th day of September, 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
WILFRID RAMSAY.

WILFRID RAMSAY,
Secretary-Treasurer.

Hôtel de Ville, 56 rue Beauséne,
Arthabaska, (Cté d'Arthabaska), Qué.
28372-0

Town Hall, 56 Beauséne Street,
Arthabaska (Co. Arthabaska), Que.
28372

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP
(COMTÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP)

CITY OF RIVIÈRE-DU-LOUP
(COUNTY OF RIVIÈRE-DU-LOUP)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J. Lebel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 8 heures, p.m., mercredi le 11 octobre 1950, pour l'achat de \$315,000 d'obligations de la Cité de Rivière-du-Loup, datées du 1er novembre 1950 et remboursables par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned "J. Lebel, secretary-treasurer, City Hall, Rivière-du-Loup, County of Rivière-du-Loup, up to 8 o'clock P.M., on Wednesday, October 11, 1950, for the purchase of \$315,000.00 of bonds of the City of Rivière-du-Loup, dated November 1st, 1950, and redeemable serially from the 1st of November 1951, to the 1st of November, 1965, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of November and 1st of May of each year. The date of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$315,000—15 ans

Table of Redemption—\$315,000.00—15 years

Année	Capital
1er novembre 1951	\$ 6,000
1er novembre 1952	6,500
1er novembre 1953	6,500
1er novembre 1954	7,000
1er novembre 1955	7,000
1er novembre 1956	7,500
1er novembre 1957	7,500
1er novembre 1958	8,000
1er novembre 1959	8,000
1er novembre 1960	8,500
1er novembre 1961	8,500
1er novembre 1962	9,000
1er novembre 1963	9,000
1er novembre 1964	9,500
1er novembre 1965	206,500

Year	Capital
November 1st, 1951	\$ 6,000.00
November 1st, 1952	6,500.00
November 1st, 1953	6,500.00
November 1st, 1954	7,000.00
November 1st, 1955	7,000.00
November 1st, 1956	7,500.00
November 1st, 1957	7,500.00
November 1st, 1958	8,000.00
November 1st, 1959	8,000.00
November 1st, 1960	8,500.00
November 1st, 1961	8,500.00
November 1st, 1962	9,000.00
November 1st, 1963	9,000.00
November 1st, 1964	9,500.00
November 1st, 1965	206,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la banque dans la province de Québec, dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest will be payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec,

The said bonds may under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec,

1941, être rachetées par anticipation, en toute ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil à 8.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, à Rivière-du-Loup.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Rivière-du-Loup, (Comté de Rivière-du-Loup).
Ce 21 septembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
J. LEBEL,
Hôtel de Ville,
Rivière-du-Loup,
(Cté Rivière-du-Loup), Qué.

1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par. at any interest maturity date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tender will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, October 11, 1950, at 8.30 P.M. at the City Hall, at Rivière-du-Loup.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Rivière-du-Loup, (County of Rivière-du-Loup)
September 21, 1950.

J. LEBEL,
Secretary-Treasurer,
City Hall,
Rivière-du-Loup,
(County Rivière-du-Loup), Que.

2 388

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieur, N° 11,019 (Siégeant en matière de faillite).

Philippe Simard, Lac-des-Aigles, failli & Henri-A. Martin, syndic.

Avis public, est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

Partie au Nord-Ouest (N.O.) d'un lac des lots onze et douze, rang un, canton Bédard, contenant environ cent cinquante acres avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lac-des-Aigles, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1950 à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faire par le shérif.

Rimouski, Qué., ce 18ième jour de septembre 1950.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué. 28352-38-2-0

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 11,019, (sitting in Bankruptcy).

Philippe Simard, Lac des Aigles, insolvent; & Henri A. Martin, trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinunder mentioned shall be sold at the respective time and place mentioned below:

Part on the Northwest (N.W.) of a lake, of lots eleven and twelve range one, township of Bédard, containing about 150 acres—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Lac des Aigles on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

This sale shall have the effect of a Sheriff's Sale.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Rimouski, Que., this 18th day of September, 1950.

Office: 152A de l'Évêché,
Rimouski. 28352-38-2

Canada, province de Québec, District de Rouyn-Noranda, Cour Supérieure, à Rouyn, N° T-279.

Rex H. Smith, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Antonio Rotondo, et de Syndic à la faillite de Dame Maria Mazzoni, domiciliée à Noranda, P.Q., veuve dudit feu Antonio Rotondo, Requérent.

Comme appartenant à la succession de feu Antonio Rotondo, le lot N° 642 du Bloc 41 suivant le plan et cadastre officiels pour le canton de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q., avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, dans lesquels les mineurs Lina Rotondo et Arthur Rotondo ont certains droits éventuels.

Pour être vendus par F. J. McNally, Protonotaire de la Cour Supérieure, en présence du tuteur et subrogé-tuteur desdits mineurs et du

Canada, province of Quebec, district of Rouyn-Noranda, superior Court, at Rouyn. No. T-279.

Rex H. Smith, in his quality of curator to the substitution created by the testament of late Antonio Rotondo, and Trustee to the bankruptcy of Dame Maria Mazzoni, domiciled at Noranda, P.Q., widow of the said Late Antonio Rotondo, Petitioner.

As belonging to the succession of Late Antonio Rotondo, Lot No. 642 of Block 41 according to the official plan and book of reference for the Township of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, P.Q., with buildings thereon erected, with all rights members and appurtenances. In which the minors Lina Rotondo and Arthur Rotondo have certain eventual rights.

To be sold by F. J. McNally, Protonotary of the Superior Court, in the presence of the Tutor and Subrogate-tutor of the said minors and of

requérant, en la salle d'audience de la Cour Supérieure, au Palais de Justice, à Rouyn, P.Q., à deux heures (heure solaire) de l'après-midi, le 19ème jour d'octobre 1950, au plus haut enchérisseur, mais pour un prix minimum de \$20,780.00. Suivant jugement de l'Honorable Henri Drouin, J.C.S., ladite vente aura l'effet d'un décret forcé.

Rouyn, ce 9 septembre 1950.

28324-37-2-o

Première insertion: 16 septembre 1950]

Le Protonotaire,
F.-J. MCNALLY.

the Petitioner, at the Courtroom of the Superior Court, at Rouyn, P.Q., at two o'clock (Standard Time) in the after-noon, on the 19th day of October 1950, to the highest bidder, but for a minimum price of \$20,780.00. According to the Judgment of Honourable Henri Drouin, J.S.C., that said sale will have the effect of a Sheriff's Sale.

Rouyn, September 9th., 1950.

28324-37-2-o

[First insertion: September 16th 1950]

F. J. MCNALLY,
Prothonotary.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec

District de St-François, { **THE NATIONAL WALLPAPER CO. LTD.**, corporation N° 7403. } légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, demanderesse, vs CÉSAR JOSEPH CID, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de Federal Building Products Co., défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Cette certaine terre située en la paroisse de St-Ignace-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, composée des lots originaux numéros deux mille six cent soixante-treize et deux mille six cent quatre-vingt-trois (2673 & 2683) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge — avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Ignace-de-Stanbridge, district de Bedford, MERCREDI, le 4 OCTOBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetburg, Qué., le 28 août 1950. 28226-35-2

[Première insertion: 2 septembre 1950]

Le Shérif,

A. ST-MARTIN.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec

District of St-François, { **THE NATIONAL WALLPAPER CO. LTD.**, a lawfully No. 7403. } incorporated body having its head office in the city of Sherbrooke, plaintiff; vs CÉSAR JOSEPH CID, of the city and district of Montreal, and there carrying on business alone under the firm name of Federal Building Products Co., defendant.

As belonging to the defendant;

"That certain farm situated in the parish of St. Ignace de Stanbridge, County of Missisquoi composed of original lots numbers two thousand six hundred and seventy-three and two thousand six hundred and eighty-three (2673 & 2683) of the official plan and book of reference of the Township of Stanbridge, with all the buildings thereon erected."

To be sold, at the Catholic church door of St-Ignace-de-Stanbridge, district of Bedford, on WEDNESDAY, the FOURTH day of OCTOBER, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetburg, Que., August 28, 1950. 28226-35-2

[First insertion: September 2, 1950]

A. ST-MARTIN,

Sheriff.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
Cour du Magistrat

District de Kamouraska. { **ROMÉO OUELLET**, faisant N° 15390. } affaire seul, sous la raison sociale de Roméo Ouellet Enrg., domicilié et résidant à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, demandeur, vs Roger LAUZIER, de Ste-Rita, comté de Rivière-du-Loup, défendeur.

"Toutes les bâtisses, maison, hangars, etc. construites sur un terrain ou emplacement à loyer, avec ses droits dans le dit terrain, situé au troisième rang du Canton Raudot contenant cent huit pieds de front, direction nord et sud, sur quatre-vingt douze pieds de profondeur, direction est à ouest, le tout mesure anglaise, borné au sud à Hermel Drapeau; au nord à Alphonse Levesque, à l'ouest à Hermel Drapeau et à l'est au chemin, lequel emplacement est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
Magistrate's Court

District of Kamouraska. { **ROMÉO OUELLET**, carrying N° 15390. } on business alone, under the firm name of Romeo Ouellet Enrg. domiciled and residing at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs ROGER LAUZIER of Ste-Rita, county of Rivière-du-Loup, defendant.

All the buildings, house, sheds etc. built upon a lot of land or emplacement under rental, with his rights in the said lot of land, situate in the third range of the township Raudot, measuring one hundred and eight feet in front, in a north-south direction, by ninety-two feet in depth, east-west direction, the whole English measure, bounded on the south by Hermel Drapeau, on the north by Alphonse Levesque, on the west by Hermel Drapeau, and on the east by a road, said emplacement now being known and designat-

cadastre pour le troisième rang du Canton Raudot comme faisant partie du lot numéro (30-P), circonstances et dépendances. Petit au bas côté se trouvant accolée au hangar, et se trouvant en dehors du terrain ci-dessus décrit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Rita, comté de Rivière-du-Loup, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1950, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, le 19 septembre, 1950.
28369-38-2-o
[Première insertion: 23 septembre 1950.]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { AEGÉDIUS GAGNON
N° 286301 } demandeur, vs JOSEPH NAPOLÉON COMEAU, défendeur & J. PAUL VERMETTE, es-qualité de syndic et de curateur au délaisement.

"Un emplacement situé dans le Village de St-Martin, ayant front sur le Boulevard Labelle, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro troiscent quatre vingt trois (ptie N° 383) des plan et livre de renvoi officielle de la paroisse de St-Martin, mesurant environ cent soixante-quatorze et cinq dixième de pieds de largeur par quatre vingt treize pieds de profondeur sur une largeur de cent soixante cinq pieds du Nord au Sud et de la une profondeur de soixante-quinze pieds sur le reste de la profondeur, borné comme suit:

En front à l'ouest par le Boulevard Labelle et des autres côtés par le résidu dudit lot, l'extrémité Nord de ce terrain se trouve à cent quinze pieds de la limite Sud de l'emplacement de monsieur Lachaine ou représentants; cet emplacement ci-dessus a été subdivisé et constitue maintenant les lots numéros 10 et 10a de la subdivision du lot 383 du cadastre de la paroisse de St-Martin.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, le VINGT-SIX OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 18 septembre 1950. 28354-38-2-o
[Première insertion: 23 septembre 1950]

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { PAUL LANGLAIS, im-
N° 283390 } primeur, des cité et district de Montréal, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de Printing Equipment of Canada, demandeur; vs CLÉMENT MORESEN, défendeur.

Un immeuble ayant front sur l'avenue Western, dans la ville de Westmount, étant la subdivision 44 du lot 215 aux Plan et Livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1950, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 28 août 1950 28228-35-2-o
[Première insertion: 2 septembre 1950]

ed on the official cadstral plan and in oao qbht of reference for the third range of the township Raudot, as forming part of lot number (30-P) circumstances and dependencies. Small shed on the lower side, leaning on the shed and being outside the lot of land hereinabove described.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Rita, county of Rivière-du-Loup, on TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1950, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, September 19, 1950. 28369-38-2
[First insertion: September 23, 1950]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
C.S. District of Montreal

Montreal, to wit: { AEGÉDIUS GAGNON,
No. 386301 } plaintiff; vs JOSEPH NAPOLÉON COMEAU, defendant; J. PAUL VERMETTE, es-qualité of trustee and curator to the abandonment.

"An emplacement in the village of St. Martin, fronting on Labelle Boulevard, known and designated as forming part of lot number three hundred and eighty three (Pt. No. 383), on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Martin, measuring about one hundred and seventy-four feet and five tenths of a foot in width by ninety-three feet in depth by a width of one hundred and sixty-five feet from North to South and a depth of seventy-five feet on the rest of the depth, bounded as follows:

In front, on the west, by Labelle Boulevard, and on the other sides by the residue of said lot, the northern extremity of said lot of land being one hundred and fifteen feet distant from the South limit of the emplacement of Mr. Lachaine or representatives; the above emplacement has been subdivided and now forms lots number 10 and 10a of the subdivision of lot 383 of the cadastre of the parish of St. Martin.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Martin, on the TWENTY-SIXTH of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 18, 1950. 28354-38-2
[First insertion: September 23, 1950]

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { PAUL LANGLAIS,
No. 283390 } printer, of the city and district of Montreal, carrying on business alone under the firm name and style of Printing Equipment of Canada, plaintiff; vs CLÉMENT MORESEN, defendant.

An immovable fronting on Western Avenue, in the city of Westmount, being the subdivision 44 of lot 215 of the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of OCTOBER 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 28, 1950. 28228-35-2
[First insertion: September 2, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C.S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **CANADIAN ASBESTOS COM-**
à savoir: { **PANY**, demanderesse, vs **AI-**
N° 281926 { **MÉ RAYMOND**, de la cité de
Montréal, faisant affaires sous les nom et raison
sociale de **RAYMOND ASBESTOS INSULA-**
TION REG'D, défendeur.

"Un immeuble situé dans la paroisse de St-Joseph, comté de Laval, portant les numéros 181-2-3 de la subdivision 96 (96-181, 182, 183) des plan et livre de renvoi de la paroisse de Rivière des Prairies et portant le numéro 9300 Boulevard des Italiens, coin Odinet, avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-SIXIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 septembre 1950. 28353-38-2-o
[Première insertion: 23 septembre 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: { **EDOUARD GOYER** et
N° 284869 { **CHARLES EMILE**

GOYER, entrepreneurs, faisant affaires sous les nom et raison sociale de **Ed. Goyer & Frère**, demandeurs; vs **EMILE ROY**, défendeur.

Un emplacement connu et désigné comme étant les lots numéros cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt-un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, cent trente-un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, et cent quarante-six, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre vingt-trois (183-118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno, Comté de Chambly.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St. Bruno de Montarville, le **CINQUIÈME** jour d'**OCTOBRE** 1950, à **ONZE** heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU.**
Montréal, 28 août 1950 28227-35-2-o
[Première insertion: 2 septembre 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { **VICTOR PARENT**, de la
No 132968. { ville de Beauport, en-
trepreneur-maçon; contre
LUCIEN GAGNON, de la Cité de Québec, à
savoir:

1° Partie de la subdivision N° 19 (dix-neuf) du lot N° 54 (cinquante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un emplace-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S.C.—District of Montreal

Montreal, to wit: { **CANADIAN ASBESTOS COM-**
to wit: { **PANY**, plaintiff, vs **AIMÉ**
No. 281926 { **RAYMOND**, of the city of Mont-
real, carrying on business alone under the firm
name and style of **RAYMOND ASBESTOS IN-**
SULATION REG'D, defendant.

"An immoveable situated in the parish of St. Joseph, county of Laval, bearing numbers 181-2-3 of the subdivision 96 (96-181-182, 183) of the plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies and bearing the number 9300 of Boulevard des Italiens corner Odinet, with the buildings thereon erected."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-SIXTH** of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, September 18th, 1950. 28353-38-2
[First insertion: September 23, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { **EDOUARD GOYER** and
No. 284869 { **CHARLES EMILE**

GOYER, contractors, carrying on business under the firm name and style of **Ed. Goyer & Frère**, plaintiffs; vs **EMILE ROY**, defendant.

An emplacement known and designated as being lots numbers one hundred and eighteen one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-eight, one hundred and thirty-nine, one hundred and forty, one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five and one hundred and forty-six, of the official subdivision of original lot number, one hundred and eighty-three (183-118), 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Bruno, county of Chambly.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Bruno de Montarville, on the **FIFTH** day of **OCTOBER**, 1950, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.
Montreal, August 28, 1950. 28227-35-2
[First insertion: September 2, 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: { **VICTOR PARENT**, of the
No. 132968. { town of Beauport, ma-
sonry contractor; against
LUCIEN GAGNON, of the city of Québec, to
wit:

1. Part of subdivision No. 19 (nineteen) of lot No. 54 (fifty-four) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Québec, being an emplacement situate on Sir Adolphe

ment situé sur la rue Sir Adolphe Routhier, mesurant 16 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur, plus ou moins, mesures anglaises; bornée au nord-est par l'avenue Sir Adolphe Routhier, au sud-est par le résidu de ladite subdivision N° 19, au sud-ouest par la subdivision N° 28 dudit lot N° 54 et au nord-ouest par la subdivision N° 20 du même lot.

2° Partie de la subdivision N° 20 (vingt) du lot N° 54 (cinquante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sir Adolphe Routhier, mesurant 28 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur, plus ou moins, mesures anglaises; bornée au nord-est par l'avenue Sir Adolphe Routhier, au sud-est par la subdivision N° 19 dudit lot N° 54, au sud-ouest par la subdivision N° 27 du même lot et au nord-ouest par le résidu de la subdivision N° 19 du même lot.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 6 septembre 1950. 28290-36-2-o
[Première insertion: 9 septembre 1950]
[Seconde insertion: 23 septembre 1950]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J.-M. DUFRESNE & J.-
N° 59-418. { J. ADOLPHE BEAUCHE-
MIN, faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de "Dufresne & Beauchemin", dans les cité et district de Québec, domiciliée à Québec, étaient demandeurs, contre LOUIS HUOT, domicilié à 8, rue St. Eustache, Cité de Québec, était défendeur, et GERARD DAIGLE, domicilié à 124, rue Dollard, Cité de Québec, tiers-saisi défaillant, saisi comme appartenant au tiers-saisi défaillant, à savoir:

1° Les subdivisions Nos. 62 (soixante-deux), 63 (soixante-trois), 64 (soixante-quatre) et 65 (soixante-cinq) du lot No. 19 (dix-neuf), du cadastre officiel, pour la paroisse de St. Félix du Cap Rouge, comté de Québec, étant des emplacements situés sur une rue transversale à l'avenue Bellevue, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La subdivision N° 108 (cent huit) du lot N° 19 (dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, étant un emplacement situé sur une rue transversale à l'avenue Bellevue, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 7 septembre 1950. 28289-36-2
[Première insertion: 9 septembre 1950]
[Seconde insertion: 23 septembre 1950]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — Rimouski
Canada, { L S BRUGER & CO.,
Province de Québec, { L LOUIS BRUGER,
District de Rimouski, { marchand, de la cité
N° 10641 { d'Outremont, district de

Routhier street, measuring 16 feet in width by 80 feet in depth, more or less, English measure; bounded on the northeast by Sir Adolphe Routhier avenue, on the southeast by the residue of said subdivision No. 19, on the southwest by subdivision No. 28 of said lot No. 54 and on the northwest by subdivision No. 20 of same lot.

2. Part of subdivision No. 20 (twenty) of lot No. 54 (fifty-four) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on Sir Adolphe Routhier street, measuring 28 feet in width by 80 feet in depth, more or less, English measure; bounded on the northeast by Sir Adolphe Routhier avenue, on the southeast by subdivision No. 19 of said lot No. 54, on the southwest by subdivision No. 27 of same lot and on the northwest by the residue of subdivision No. 19 of the same lot.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 6, 1950. 28290-36-2
[First insertion: September 9, 1950]
[Second insertion: September 23, 1950]

Fieri Facias

Québec, to wit: { J. M. DUFRESNE & J.
No. 59-418. { J. ADOLPHE BEAUCHE-
MIN, carrying on business together under the firm name and style of "Dufresne & Beauchemin", in the city and district of Québec, domiciled at Québec, were plaintiffs; against LOUIS HUOT, domiciled at 8 St-Eustache Street, city of Québec, was defendant; and GERARD DAIGLE, domiciled at 124 Dollard Street, city of Québec, defaulting garnishee;—Seized as belonging to the defaulting garnishee, to wit:

1. Subdivisions Nos. 62 (sixty-two), 63 (sixty-three), 64 (sixty-four) and 65 (sixty-five) of lot No. 19 (nineteen) on the official cadastre for the parish of St. Félix du Cap Rouge, county of Québec, being emplacements situate on a street crossing Bellevue Avenue-with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 108 (one hundred and eight) of lot No. 19 (nineteen) on the official cadastre for St. Félix du Cap Rouge county of Québec, being an emplacement situate on a street crossing Bellevue Avenue, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Félix du Cap-Rouge county of Québec, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 7, 1950. 28289-36-2
[First insertion: September 9, 1950]
[Second insertion: September 23, 1950]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court—Rimouski
Canada, { L S BRUGER & CO.,
Province of Québec, { L LOUIS BRUGER,
District of Rimouski, { merchant, of the city of
No. 10641 { Outremont, district of

Montréal, faisant affaires sous les nom et raison sociale de L. BRUGER & CO., demanderesse, vs RENÉ BRISSON, de la ville de Rimouski, défendeur.

Partie de lot N° 188, étant un terrain de 53 pieds est-ouest sur 125 pieds de profondeur plus ou moins, M.A., au cadastre officiel de la paroisse de Rimouski, borné au nord au vendeur, à l'est à un chemin privé du vendeur, au sud au vendeur, à l'ouest à la Cie de Bois André avec droit de passage dans les deux chemins privés de vendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est sujette à une rente de \$30.00 par année.

Pour être vendu au bureau du shérif en la ville de Rimouski, le VINGT-TROIS OCTOBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHAS GARON.

[Première insertion: 23 septembre 1950]

SAGUENAY

Cour Supérieure
Bref d'exécution générale

Canada, Province de Québec, District Saguenay, N° 7373, **CAISSE POPULAIRE DE ST-LOUIS ILE-AUX-COUDRES**, demanderesse, vs **HENRI BOUCHARD**, défendeur.

Description: 1° La moitié indivise de la partie Nord-Est du lot N° 121 du cadastre et livre de renvoi officiel, de la paroisse de l'Ile-aux-Coudres, comté de Charlevoix.

2° Une maison d'habitation ou il demeure avec autre bâtisses dessus, qui a été construite, sur le terrain appartenant à la fabrique de St-Louis de l'Ile-aux-Coudres.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Louis de l'Ile-aux-Coudres Comté de Charlevoix, le VINGT-QUATRE OCTOBRE 1950, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, 16 septembre 1950. 28356-38-2-o
[Première insertion: 23 septembre 1950]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de St-François
Sherbrooke, N° 8222, **CANADIAN GENERAL INSULATION (Quebec) CO.**, citée de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs **STANISLAS ROBIDAS**, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur, et **MM. Olivier et Bolduc**, ès-qualité, régistrateur de la division d'enregistrement de Sherbrooke, district de Saint-François, et **Philippe Doyon**, journaliste, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, mis-en-cause.

Saisi contre le dit défendeur:
Le lot numéro vingt-sept (27) sur le plan de subdivision du lot numéro sept cent vingt-sept (727) sur les plan et livre de renvois officiels pour le Quartier Est de la cité de Sherbrooke, avec les bâtisses y érigées, le dit lot sujet à la servitude créée en faveur du lot numéro vingt-huit de la dite subdivision du lot numéro sept cent vingt-sept (28-727) pour le dit Quartier Est de Sherbrooke, par acte passé devant P. E. Boudreau, N.P., le 21 décembre 1949, et enregistré à Sher-

Montreal, carrying on business under the firm name and style of L. BRUGER & CO., plaintiff, vs RENÉ BRISSON, of the town of Rimouski, defendant.

Part of lot No. 188, being a lot of land of 53 feet east-west by 125 feet in depth, more or less, E.M., on the official cadastre for the parish of Rimouski, bounded on the north by the vendor, on the east by a private road of the vendor's, on the south by the vendor, on the west, by the "Cie de Bois André" with right of way in the two private roads of the vendor — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale is subject to a rent of \$30 per annum.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Town of Rimouski, on the TWENTY-THIRD of OCTOBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS GARON,
Sheriff.

[First insertion: September 23, 1950]

SAGUENAY

Superior Court
Writ of General Execution

Canada, Province of Québec, District of Saguenay, No. 7373, **CAISSE POPULAIRE DE ST-LOUIS ILE-AUX-COUDRES**, plaintiff; vs **HENRI BOUCHARD**, defendant.

Description: 1. The undivided half of the northeast part of lot No. 121 of the official cadastre and book of reference for the parish of Ile-aux-Coudres, county of Charlevoix.

2. A dwelling house where he lives, with other buildings which were built on the land belonging to the Fabrique of St-Louis de l'Ile-aux-Coudres.

To be sold at the church door of St-Louis de l'Ile-aux-Coudres, county of Charlevoix, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

PIERRE NÉRON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, September 16, 1950. 28356-38-2
[First insertion: September 23, 1950]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of St. Francis
Sherbrooke, N° 8222, **CANADIAN GENERAL INSULATION (Quebec) CO.**, of the city of Sherbrooke, district of St-François, plaintiff, vs **STANISLAS ROBIDAS**, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant, and **Messrs. Olivier et Bolduc**, as Registrar for the Registration Division of Sherbrooke, district of St. Francis, and **Philippe Doyon**, journalist, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, mis-en-cause.

Seized against the said defendant:
The lot number twenty-seven upon the subdivision plan of the lot number seven hundred and twenty-seven upon the plan and book of reference for the East Ward of the city of Sherbrooke, with buildings thereon erected, the said lot subject to the servitude created in favour of the lot number twenty-eight of the said subdivision of the lot number twenty-eight of the said subdivision of the lot number seven hundred and twenty-seven (28-727) for the said East Ward of the city of

brooke, le 2 août 1950, sous le numéro 66635."

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice Sherbrooke, le QUATRE OCTOBRE 1950, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 18 août 1950. 28229-35-2-0
[Première insertion: le 2 septembre 1950]

Sherbrooke, by act passed before P. E. Boudreau, P.N., the 21 of december, 1949, and registered to Sherbrooke, the 2nd of August 1950, upon the number 66635.

To be sold at the Sheriff's office, Court House, Sherbrooke, the 4th of OCTOBER 1950, at TEN o'clock in the forenoon; (daylight saving time).

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, the 18th of August 1950. 28229-35-2-0
[First insertion: September 2nd, 1950]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec, { SAM POULOS,
District des Trois-Rivières, { restaurateur,
N° 11376. { de la cité des Trois-
Rivières, deman-
deur, vs LES HÉ-

RITIERS DE FRED PAPACK, en son vivant domicilié dans la municipalité de Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, défendeurs.

"Une ferme située dans la paroisse du Cap de la Madeleine et désignée au plan du cadastre pour le comté de Champlain et pour la paroisse de Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, comme étant le lot numéro cinq cent vingt-six (526), mesurant trois arpents de largeur par vingt arpents de profondeur, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendue, à la porte de l'église Sainte-Marie Madeleine, en la cité du Cap de la Madeleine, MERCREDI, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, L.-P. MERCIER.
le 29 août 1950. 28249-35-2-0
[Première insertion: 2 septembre 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
Cour Supérieure

District des { LÉO PAQUIN, camionneur,
Trois-Rivières, { des Cité et district de Trois-
N° 10565 { Rivières, demandeur, vs ALEX-
IS BILL, de la paroisse de Ste-Monique, dans le Comté de Nicolet, défendeur.

La moitié-Nord-ouest et longitudinal d'un emplacement à Ste-Monique, à la concession du nord-est de la rivière; faisant partie du lot numéro-deux cent trente-sept (P. N° 237) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Monique; contenant un demi arpent de front sur un quart d'arpent de profondeur, tel qu'actuellement enclos; borné en avant par le chemin de front de la dite concession; en profondeur et du côté sud-est par le surplus pu lot appartenant à Joseph Descôteaux; du côté sud-ouest par la succession de feu Dame Louis Baron; avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Monique, comté de Nicolet, MARDI, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1950, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 28 août 1950. 28230-35-2-0
[Première insertion: 2 septembre 1950]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada,
Province of Quebec, { SAM POULOS,
District of Trois-Rivières, { restaurant
No. 11376. { keeper, of the city
of Trois-Rivières,
plaintiff; vs THE

HEIRS OF FRED PAPACK, in his lifetime domiciled in the municipality of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, defendants.

"A farm situate in the parish of Cap de la Madeleine and described on the cadastral plan for the county of Champlain and for the parish of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, as being lot number five hundred and twenty-six (526), measuring three arpents in width by twenty arpents in depth, with the buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold, at the church door of Sainte-Marie Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, on WEDNESDAY, the FOURTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, Sheriff.
August 29, 1950. 28249-35-2
[First insertion: September 2, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
Superior Court

District of { LÉO PAQUIN, carter, of
Trois-Rivières, { the city and district of
No. 10565 { Trois-Rivières, plaintiff; vs
ALEXIS BILL, of the parish of Ste-Monique, in the county of Nicolet, defendant.

The northwest longitudinal of an emplacement at Ste-Monique, in the concession north-east of the river; forming part of lot number two hundred and thirty-seven (Pt. No. 237) on the official cadastre for the county of Nicolet, for the parish of Ste-Monique; measuring one half arpent in front by one quarter of an arpent in depth, as actually fenced in; bounded in front by the front road of the said concession; in depth and on the southeast side by the surplus of the lot belonging to Joseph Descôteaux; on the southwest side by the estate of the late Dame Louis Baron — with house and other buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish Ste-Monique, county of Nicolet, on TUESDAY, the THIRD day of OCTOBER 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, August 28, 1950. 28230-35-2
[First insertion: September 2, 1950]

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 6507. Marie-Ange Laflamme, de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, épouse commune en biens de Roland F. Gélinas, du même lieu, demanderesse, vs Ledit Roland-F. Gélinas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur.

Drummondville, ce 15 septembre 1950.

Les Procureurs de la demanderesse,
28337-o RINGUET & SAINT-PIERRE.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 6507. Marie-Ange Laflamme, of the city of Drummondville, district of Arthabaska, wife common as to property, of Roland F. Gélinas, of the same place, plaintiff, vs the said Roland F. Gélinas, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, against the defendant.

Drummondville, September 1, 1950.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 6546. Dame Emerina Ross, demanderesse, vs J.-Arthur Hamel, défendeur.

Dame Emerina Ross, épouse de J.-Arthur Hamel, peintre, de Victoriaville et de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Victoriaville, le 14 septembre, 1950.

Les Procureurs de la demanderesse,
28338-o LACOURCIERE & LALIBERTÉ.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 6546. Dame Emerina Ross, plaintiff, vs J. Arthur Hamel, defendant.

Dame Emerina Ross, wife of J. Arthur Hamel, painter of Victoriaville and Montreal, has taken an action against her husband for separation as to property.

Victoriaville, September 14, 1950.

LACOURCIERE & LALIBERTÉ,
Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 290132. Dame Blanche Luciasse, ménagère, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Pierre Ollu, chômeur, des mêmes lieux, demanderesse, vs Pierre Ollu, chômeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de septembre 1950.

Montréal, ce 14 septembre 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
28358-o CHS. MAURICE PIUZE, C.R.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 290132. Mrs Blanche Luciasse, housekeeper, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pierre Ollu, without employ, of Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs Pierre Ollu, without employ, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the fourteenth day of September 1950.

Montreal, September 14th, 1950.

CHS MAURICE PIUZE, K.C.,
Attorney for the plaintiff.

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 6543. Dame Marie Edna Allard, de la ville et du district d'Iberville, épouse commune en biens, de Dérès Marquis, des mêmes lieux, demanderesse, vs Ledit Dérès Marquis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 septembre 1950.

Saint-Jean, 19 septembre 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
28367-o JEAN FRÉDÉRIC.

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 6543. Dame Marie Edna Allard, of the town and district of Iberville, wife common as to property of Dérès Marquis, of the same place, plaintiff, vs the said Dérès Marquis, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case, on September 12, 1950.

Saint John's, September 19, 1950.

JEAN FRÉDÉRIC,
Attorney for the plaintiff.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 972 du 30 août 1950 et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1038 du 13 septembre 1950 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1950.

28389-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, formed under decree number 972 of August 30, 1950, with head office in the city of Montreal, have been approved by Order in Council number 1038 of September 13, 1950 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 23, 1950.

28389-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 657 du 13 mai 1948, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne, et amendements, de la façon suivante:

A l'article III, l'item "Gardien sur chantier" sera remplacé par le suivant:

"Gardien sur chantier (nuit et jour), les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum hebdomadaire 72 heures)..... \$36.00 par semaine

Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de \$0.75 l'heure."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1950. 28389-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to him a request to amend the decree number 657 of May 13, 1948, relating to the construction industry in the county of Terrebonne, and amendments, as follows:

In section III, item "Job watchman" will be replaced by the following:

"Job watchman (night and day), working hours as required, weekly maximum: 72 hours..... \$36.00 per week

Hours worked in excess of the weekly maximum shall be remunerated at the rate of \$0.75 per hour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 23, 1950. 28389-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que deux règlements spéciaux du Comité paritaire des Marchands de Magog ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1038 du 13 septembre 1950 (section "C") et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1000 du 6 septembre 1950 (section "D").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"17. *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 851 du 19 juillet 1950, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret."

"18. *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 851 du 19 juillet 1950 à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le dernier jour de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that two special by-laws of the Parity Committee of Merchants of Magog have been approved by Order in Council number 1038 of September 13, 1950 (part "C") and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 1000 of September 6, 1950 (part "D").

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"17. *Keeping of a register*: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree number 851 of July 19, 1950, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, and all other information deemed useful in the enforcement of the decree."

"18. *Monthly report*: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 851 of July 19, 1950, to submit a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be submitted to the Parity Committee on or before the last day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity

professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport."

Committee the forms on which the said report is to be made."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1950.

28389-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 23, 1950.

28389-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 972, du 30 août 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1038 du 13 septembre 1950, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 30 avril 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations payables par chèque, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, formed under decree No. 972 of August 30, 1950, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1038 of September 13, 1950, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to April 30, 1951; such levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of the levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which the following shall be mentioned: the hours of work, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have the reports made and sent to the Parity Committee every month.

The professional shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the levies which are payable by cheque, shall be addressed to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

By the terms of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates:

31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du gros, de Montréal pour la période comprise entre le 9 septembre 1950 et le 30 avril 1951.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DE LA FOURRURE
SECTION DU GROS, DE MONTRÉAL
1010 est, rue Sainte-Catherine, suite 401-402

L'état des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 9 septembre 1950 et le 31 avril 1951.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$10,500.00
Artisans	1,450.00
Salariés	10,500.00
	<u>\$22,450.00</u>

Déboursés:

Assurances, feu, vol, garantie, etc....	75.00
Assurance-chômage	75.00
Dépenses générales	2,000.00
Direction (personnel) bureau	2,676.00
Éclairage	75.00
Frais légaux	2,265.00
Frais de déplacements, voyages.....	675.00
Imprévus	600.00
Inspecteurs (salaires)	3,800.00
Jetons de présence (frais de déplacement des délégués)	2,436.00
Loyer et téléphone	1,339.00
Organisation et publicité	1,000.00
Papeteries, impressions	1,675.00
Secrétaire	2,675.00
Taxe d'eau (cité de Montréal).....	84.00
Timbres, télégrammes, mandats	600.00
Vérification	400.00
	<u>\$22,450.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1950. 28389-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878, du 2 août 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1038 du 13 septembre 1950, section "d", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, de la façon ci-après décrite:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 3 février 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret, numéro 878, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal for the period between September 9, 1950, and April 30, 1951.

FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE,
WHOLESALE
SECTION, OF MONTREAL
1010 East, St. Catherine street, suite 401-402

Estimate of receipts and expenses for the period between September 9, 1950 and April 31, 1951.

Receipts:

Levies ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$10,500.00
Artisans	1,450.00
Employees	10,500.00
	<u>\$22,450.00</u>

Disbursements:

Insurance (fire, theft, fidelity, etc.)..	75.00
Unemployment insurance	75.00
General expenses	2,000.00
Management (personnel)	2,676.00
Lighting	75.00
Travelling expenses, trips	675.00
Unforeseen expenses	600.00
Inspectors (salaries)	3,800.00
Meeting expenses (members' transportation expenses)	2,436.00
Rent and telephone	1,339.00
Organization and publicity	1,000.00
Stationery, printing	1,675.00
Secretary	2,675.00
Water tax (city of Montreal).....	84.00
Postage, telegrams, money orders...	600.00
Auditing	400.00
	<u>\$22,450.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 23, 1950. 28389-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, formed under decree number 878 of August 2, 1950, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1038 of September 13, 1950, part "D" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, in the following manner:

1. Levy

The period of levy extends from the date of publication of the present regulation in the *Quebec Official Gazette* to February 3, 1951; such levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret, numéro 878, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par ledit décret, numéro 878, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

3. Mode de perception

A chaque mois l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire. Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assentement des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 15 septembre 1950 et le 3 février 1951.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE

district de Québec

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 15 septembre 1950 et le 3 février 1951.

Recettes :	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%) :	
Employeurs professionnels	\$ 250.00
Salariés	250.00
Divers	1.00
	\$ 501.00

Dépenses :	
Secrétariat	\$ 100.00
Dépenses de bureau	100.00
Inspection	200.00
Jetons de présence	50.00
Loyer	50.00
Divers	1.00
	\$ 501.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1950. 28389-0

b) The artisans governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for employees, according to their occupation.

c) The employees governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee, on forms furnished for that purpose by the said Committee, a complete report giving the hours of work and the wages earned by everyone of the employees governed by the decree and the sums sent to the Parity Committee.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the levies payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is current in the province of Québec.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allowances due to his employees, the sums owed to the Parity Committee in levies.

The levies shall be paid to the Parity Committee between the 1st and 10th day of each month.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

By the terms of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, District of Québec, for the period between September 15, 1950, and February 3, 1951.

THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS

INDUSTRY
District of Québec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 15, 1950, and February 3, 1951.

Receipts :	
Levies ($\frac{1}{2}$ of 1%) :	
Professional employers	\$ 250.00
Employees	250.00
Miscellaneous	1.00
	\$ 501.00

Disbursements :	
Secretary's office	\$ 100.00
Office expenses	100.00
Inspection	200.00
Meeting expenses	50.00
Rent	50.00
Miscellaneous	1.00
	\$ 501.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 23, 1950. 28289-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Allard vs Marquis	2431
Laffamme vs Gélinas	2431
Lucasse vs Ollu	2431
Ross vs Hamel	2431

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Association Professionnelle des Boulangers de Québec (Formation)	2402
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Shefford (Fondation)	2404
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-David Falardeau (Fondation)	2304
Dorion, ville de (Régiment)	2403
Kerhulu, Inc. (Directeurs)	2402
LaSalle, commission scolaire de la ville de (Rachat d'obligations)	2405
Laval-des-Rapides, ville de (Règlement)	2400
Les Loisirs de la Paroisse St-Jean-Baptiste de Montréal (Règlements)	2402
Paramount Mining Corporation Limited (Distribution de l'actif)	2404
Perma-Knit Limited (Directeurs)	2404
St-Augustin, paroisse de (Tirage d'obligations)	2406
Syndicat des Travailleurs en Chaussures de St-Jérôme (Formation)	2405
Syndicat National des Charpentiers-Menuisiers de Montréal Incorporé (Changement de nom)	2402
Victoriaville Furniture Limited (Directeurs)	2405
Welfare Federation of Montreal (Règlement)	2405

CHARTES — ABANDON DE:

Canadian Animal Hair Products Limited	2407
Covey-Hill Fruit Growers Incorporated	2406
Gulliver Limited	2406
La Compagnie Immobilière de Marieville, Limitée	2406
Paramount Mining Corporation Limited	2406

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 50-Sp-VII — St-Jérôme	2407
Ordonnance N° 68-48B — Plessisville	2407

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:	
Montmorency, ville de	2409
St-Louis	2409
St-Luc	2408
St-Pascal	2408
St-Yves-du-Port	2408

TERRES ET FORETS:

Service du cadastre:	
Ste-Cécile, paroisse de	2409

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Allard vs Marquis	2431
Laffamme vs Gélinas	2431
Lucasse vs Ollu	2431
Ross vs Hamel	2431

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Professionnelle des Boulangers du Québec (Formation)	2402
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Shefford (Foundation)	2404
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-David Falardeau (Foundation)	2404
Dorion, town of (By-Law)	2403
Kerhulu, Inc. (Directors)	2402
LaSalle, School Commission of the town of (Redemption of bonds)	2405
Laval-des-Rapides, town of (By-Law)	2400
Les Loisirs de la Paroisse St-Jean-Baptiste de Montréal (By-laws)	2402
Paramount Mining Corporation Limited (Distribution of the assets)	2404
Perma-Knit Limited (Directors)	2404
St-Augustin, parish of (Drawing of bonds)	2406
Syndicat des Travailleurs en Chaussures de St-Jérôme (Formation)	2405
Syndicat National des Charpentiers-Menuisiers de Montréal Incorporé (Change of name)	2402
Victoriaville Furniture Limited (Directors)	2405
Welfare Federation of Montreal (By-Law)	2405

CHARTERS — SURRENDER OF:

Canadian Animal Hair Products Limited	2407
Covey-Hill Fruit Frowers Incorporated	2406
Gulliver Limited	2406
La Compagnie Immobilière de Marieville, Limitée	2406
Paramount Mining Corporation Limited	2406

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 50-Sp-VII — St-Jérôme	2407
Order No. 68-48B — Plessisville	2407

EDUCATION:

School Municipality of:	
Montmorency, town of	2409
St-Louis	2409
St-Luc	2408
St-Pascal	2408
St-Yves-du-Port	2408

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:	
Ste-Cécile, parish of	2409

TRAVAIL:

Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Modification)	2432
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Approbation de règlements)	2431
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Prélèvement)	2433
Comité paritaire de l'industrie du verre, district de Québec (Prélèvement)	2434
Comité paritaire des marchands de Magog (Approbation de règlements)	2432

TRÉSOR:

Assurances:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de St-Evariste-de-Forsyth	2409
Provident Life and Accident Insurance Company.	2410

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: étude du droit	2410
Bas St-Laurent: étude du droit	2411
Bedford: étude du droit	2411
Richelieu: étude du droit	2411

LETTRES PATENTES:

Arena LaSarre Limitée	2386
Arena Shawinigan Inc.	2387
Ayr Construction Company Limited	2387
Belmont Mining and Exploration Company, Limited.	2387
Bouchard Limitée Ste Anne des Monts.	2388
Braut Construction Ltée	2388
Clayman & Sons Limited.	2388
Continental Construction Co. Ltd.	2389
Dorval Cleaners and Dyers Limited	2389
Externat Classique de Longueuil.	2389
Filigrane Speciality Co. Limited	2390
Frank W. Ramsey & Co. Ltd.	2390
Garage La Patrie Incorporé	2390
Gosselin & Dumouchel Limitée.	2391
Halifax Holdings Ltd.	2391
Handicraft Exhibits Incorporated.	2391
H. Levy & Co. Ltd.	2392
Ideal Electric Welding Company Limited	2392
J. E. Turgeon & Fils Inc.	2393
Jonquière Transport Limitée — Jonquière Transport Limited	2393
La Compagnie Provinciale d'Electro Limitée — Provincial Electro Company Limited	2393
La Société St-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield — The St. John the Baptist Society for the Diocese of Valleyfield	2394
Le Club Diamant de St-Jean Incorporé	2394
Les Entreprises Soulanges Limitée	2394
Les Liqueurs Douces de Hauteville Ltée	2395
Les Meubles Lafontaine Inc.— Lafontaine Furniture Inc.	2395
Luigi Spaghetti House Limited	2395
Monette & Fils Transport Incorporée	2396
Monty & Frères Ltée — Monty Bros. Ltd.	2397
Paul-Émile Parent Limitée.	2397
Plancher Beauceville Flooring Inc.	2396
Prospect Shoes Ltd.	2396
Quebec Tools & Machine Works Limited	2397
Robert Shulman & Co. Ltd.	2398

LABOUR:

Building Industry Joint Committee of Terrebonne County (Amendment)	2432
Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section of Montreal (Approval of by-laws)	2431
Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section, of Montreal (Levy)	2433
Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec (Levy)	2434
Parity Committee of Merchants of Magog (Approval of by-laws)	2432

TREASURY:

Insurance:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de St-Evariste-de-Forsyth	2409
Provident Life and Accident Insurance Company.	2410

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: study of law	2410
Lower St. Lawrence: study of law	2411
Bedford: study of law	2411
Richelieu: study of law	2411

LETTERS PATENT:

Arena LaSarre Limitée	2386
Arena Shawinigan Inc.	2387
Ayr Construction Company Limited	2387
Belmont Mining and Exploration Company, Limited.	2387
Bouchard Limitée Ste Anne des Monts.	2388
Braut Construction Ltée	2388
Clayman & Sons Limited.	2388
Continental Construction Co. Ltd.	2389
Dorval Cleaners and Dyers Limited	2389
Externat Classique de Longueuil.	2389
Filigrane Speciality Co. Limited	2390
Frank W. Ramsey & Co. Ltd.	2390
Garage La Patrie Incorporé	2390
Gosselin & Dumouchel Limitée.	2391
Halifax Holdings Ltd.	2391
Handicraft Exhibits Incorporated.	2391
H. Levy & Co. Ltd.	2392
Ideal Electric Welding Company Limited	2392
J. E. Turgeon & Fils Inc.	2393
Jonquière Transport Limitée — Jonquière Transport Limited	2393
La Compagnie Provinciale d'Electro Limitée — Provincial Electro Company Limited	2393
La Société St-Jean-Baptiste du Diocèse de Valleyfield — The St. John the Baptist Society for the Diocese of Valleyfield	2394
Le Club Diamant de St-Jean Incorporé	2394
Les Entreprises Soulanges Limitée	2394
Les Liqueurs Douces de Hauteville Ltée	2395
Les Meubles Lafontaine Inc.— Lafontaine Furniture Inc.	2395
Luigi Spaghetti House Limited	2395
Monette & Fils Transport Incorporée	2396
Monty & Frères Ltée — Monty Bros. Ltd.	2397
Paul-Émile Parent Limitée.	2397
Plancher Beauceville Flooring Inc.	2396
Prospect Shoes Ltd.	2396
Quebec Tools & Machine Works Limited	2397
Robert Shulman & Co. Ltd.	2398

Service de Livraison de Québec, Inc.—	
Quebec Delivery Service, Inc.	2395
Sterling Sales & Salvage Co.	2398
St Robert Automobiles Incorporé	2399
Syndicat Sportif de Granby Limitée. .	2399
Town & Country Motel Court Inc. . .	2399
Transport Madelinot Limitée.	2400

Service de Livraison de Québec, Inc.—	
Quebec Delivery Service, Inc.	2398
Sterling Sales & Salvage Co.	2398
St Robert Automobiles Incorporé	2399
Syndicat Sportif de Granby Limitée. .	2399
Town & Country Motel Court Inc. . .	2399
Transport Madelinot Limitée.	2400

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Clairol Inc. of Canada.	2411
Dress-Town Incorporated.	2411
John Millen Sherbrooke, Limited . . .	2411
Labelle Automobile Ltée.	2412
La Compagnie du Téléphone de Nicolet	2412
Pyramid Paper Products Limited.	2412
Red Comet of Eastern Canada Ltd.	2412

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Clairol Inc. of Canada.	2411
Dress-Town Incorporated.	2411
John Millen Sherbrooke, Limited . . .	2411
Labelle Automobile Ltée.	2412
La Compagnie du Téléphone de Nicolet	2412
Pyramid Paper Products Limited.	2412
Red Comet of Eastern Canada Ltd.	2412

NOMINATIONS:

Diverses.	2413
----------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	2413
---------------------	------

PROCLAMATION:

Concernant la mise en vigueur de la Loi relative aux écoles de protection de la jeunesse.	2413
--	------

PROCLAMATION:

Concerning the coming into force of the Youth Protection Schools Act. . .	2413
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Chibougamou Lumber Limited.	2415
Immeubles et Vignobles, Limitée.	2415
Montreal Porcelain Enameling Co. Ltd.	2414
Oland & Son (Quebec) Limited.	2414
The Fluor Corporation Ltd.	2414
W. A. Strover Limited.	2415

HEAD OFFICES:

Chibougamou Lumber Limited.	2415
Immeubles et Vignobles, Limitée.	2415
Montreal Porcelain Enameling Co. Ltd.	2414
Oland & Son (Quebec) Limited.	2414
The Fluor Corporation Ltd.	2414
W. A. Strover Limited.	2415

SOUMISSIONS:

Arthabaska, ville de.	2422
Bury, commission scolaire catholique de	2415
Hull, commissaires d'écoles de la cité de	2420
Jonquière, ville de.	2417
Montmagny, ville de.	2419
Pointe-à-Gatineau, village de.	2418
Rivière-du-Loup, cité de.	2423
St-Félix-de-Cap-Rouge, paroisse de (Correction).	2415
St-Jean-Baptiste-de-Drummond, com- mission scolaire de.	2421

TENDERS:

Arthabaska, town of.	2422
Bury, Catholic School Commission of. .	2415
Hull, School Commissioners of the city of.	2420
Jonquière, town of.	2417
Montmagny, town of.	2419
Pointe-à-Gatineau, village of.	2418
Rivière-du-Loup, city of.	2423
St-Félix-de-Cap-Rouge, parish of (Cor- rection).	2415
St-Jean-Baptiste-de-Drummond, School Commission of.	2421

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Mazzoni, Dame Maria.	2424
Simard, Philippe.	2424

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Mazzoni, Dame Maria.	2424
Simard, Philippe.	2424

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

The National Wallpaper Co. Ltd. vs Cid	2425
--	------

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

The National Wallpaper Co. Ltd. vs Cid	2425
--	------

KAMOURASKA:

Ouellet vs Lauzier.	2425
--------------------------	------

KAMOURASKA:

Ouellet vs Lauzier.	2425
--------------------------	------

MONTREAL:

Canadian Asbestos Company vs Ray- mond.	2427
Gagnon vs Comeau.	2426
Goyer <i>et al</i> vs Roy.	2427
Langlais vs Moresen.	2426

MONTREAL:

Canadian Asbestos Company vs Ray- mond.	2427
Gagnon vs Comeau.	2426
Goyer <i>et al</i> vs Roy.	2427
Langlais vs Moresen.	2426

QUÉBEC:

Dufresne <i>et al</i> vs Huot.	2428
-------------------------------------	------

QUÉBEC:

Dufresne <i>et al</i> vs Huot.	2428
-------------------------------------	------

Parent vs Gagnon.....	2427	Parent vs Gagnon.....	2424
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Bruger vs Brisson.....	2429	Bruger vs Brisson.....	2429
SAGUENAY:		SAGUENAY:	
Caisse Populaire de St-Louis Ile-aux-Coudres vs Bouchard.....	2415	Caisse Populaire de St-Louis Ile-aux-Coudres vs Bouchard.....	2415
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Canadian General Insulation (Quebec) Co. vs Robidas.....	2429	Canadian General Insulation (Quebec) Co. vs Robidas.....	2429
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Paquin vs Bill.....	2430	Paquin vs Bill.....	2430
Poulos vs Héritiers de Fred Papack....	2430	Poulos vs Heirs of Fred Papack.....	2430
28392-o		28392-o	

